QUILOMBO

Décembre - Janvier ■ 1991 ■ Numéro 1 ■ Nouvelle série ■ 10 francs ■ Bimestriel

POUR CEUX QUI BRULENT DE TOUT BRULER...

— Assure Mimile ! Tout l'monde nous r'garde... Et en plus j'crois qu'on nous filme...

QUILOMBO

Parait tous les deux mois

Nouvelle série

Numéro un

Décembre - janvier 1991

Directeur de la publication :

Péronnet Pierre

Editeur :

Octobre

(association loi 1901)

Dépôt légal à parution

Commission paritaire :

En cours

Numéro ISSN :

En cours

Tirage :

12000 exemplaires

Diffusion Paris - Ile-de-France

NNPP

Conception graphique :

GraphCom (Paris)

Impression :

SPEC LIMOGES

Rédaction :

Quilombo/Octobre

BP 781, 75124 Paris Cedex 03

LIEUX

■ **Paris** — Un restau, qui se veut surtout un lieu de rencontre et de convivialité, strictement **végétarien et alternatif**, s'est ouvert au 2 bis, passage Gautier (métro Pyrénées ou Belleville), tous les dimanches à partir de 17 heures.

■ **Lille** — Le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux a repris ses activités. On peut y rencontrer divers groupes libertaires du coin, un collectif d'expression gay et lesbienne, et une association d'opposants zaïrois. Il propose aussi une **bibliothèque** qui constitue un fond d'archives et de documentation appréciable. Permanence le mardi de 20h à 22h, le jeudi de 18h à 19h et le samedi de 16h à 18h.
CCL Benoît Broutechoux, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59000 Lille.

■ **Montreuil** — Sur Montreuil des camarades veulent ouvrir un bar associatif qui soit aussi un lieu d'expression (expositions de peintures, photos, sculpture, etc), d'animation (musique, spectacle, ciné-club) et de rencontres (discussions, débats). Le projet devrait aboutir prochainement, ceux qui sont intéressés peuvent prendre contact en écrivant: ADC, Maison des associations, 35-37, avenue de la Résistance, 93100 Montreuil.

■ **Dijon** — Contre le monopole actuel de la Fnac & Cie, pour une alternative au fric et aux "Majors", l'association **Maloka** tient une permanence de distribution de disques, cassettes, fanzines, etc, le samedi, de 15h à 18h, au local, 61, rue Jeannin

ZINES

■ **Birds-Off-Ill-Omen** — Un fanzine comme on en fait plus trop ces temps-ci, avec un esprit critique et combattif. Au sommaire du numéro 3 (septembre) : des groupes (qui ne sont pas ratés lorsqu'ils disent des conneries), *De medicis, Informers, Treponem Pal, SS 20, Kochise, Rage dedans* ; mais aussi la révolution mexicaine (de 1910), et des infos sur la Coordination nationale antifasciste... Pas d'adresse !

■ **Sauvages** — Un zine gratuit (Yo !), pour appeler tous les frères (ceux des plaines et ceux des métropoles) à reprendre le sentier de la guerre. Un numéro zéro (juillet-août) avec les *Clandestins, Noir désir, OTH*, les *Shériff, Ze 6*, les *Joueurs*, et « Bored with the Usa », une **chronique yankee** qui n'oublie pas d'appeler à contrer le cinq-centenaire de la découverte. Sauvages, 26, rue du Grand Pradet, 34430 St-Jean de Vedas.

■ **Gorge profonde** — Journal éclectique qui se veut d'expression libre (c'est tout dire, il est fait par ses lecteurs) et qui distille un sain esprit de refus du travail, d'insoumission à l'ordre, et de **rebellion**. Des textes d'humeur, des poèmes, des pamphlets... Déjà 13 numéros de parus, c'est gratuit mais vous pouvez aider pour les frais d'envoi. Gorge profonde c/o J-L Sahagian, 25, rue du chevalier, 13002 Roze.

■ **Distorsion** — Après deux ans de silence, retour de ce **" fanzine against majors "** (numéro 5) qui propose, des interviews de *Kochise* et du RAT (résistance des animaux torturés), et des articles sur le révisionnisme, le végétarisme, le mouvement rock radical au Brésil, *Out of majors*, les armes chimiques, la lutte des amérindiens. Distorsion (12 francs), 124, Bd J-J Bosc, 33130 Bègles.

■ **Soleil Noir** — L'association *Baron noir* nous livre son bulletin avec constance et régularité. Cette fois-ci (numéro 6, septembre) : **le massacre du 17 octobre 1961**, les aventures de Black flag (premier super-héro anarchiste) contre nazillard, Gaston Couté poète et chansonnier libertaire, Jean Amila auteur "maudit" de romans noirs, Makhnovtchina (souvenirs - souvenirs), Céline anarchiste ?, le Cinq-centenaire du génocide indien. Pour 10 francs plein de textes et de petits mickey. Baron noir, BP 527 Paris Denfer-Rochereau, 75666 Paris Cedex 14.

■ **On a faim !** — Le vétérant des fanzine anarcho-punk (muzik + politik) reparait après un long silence. Au sommaire du numéro 16 (livré avec un 45t compil hardcore): côté musique, *Désert culturel, Ze 6, Dirty hands, Kid Pharaon, Intérim*; pour le reste, un témoignage sur des **centres sociaux** en Italie (très intéressant), Gilles Perrault, des BD et plein d'infos.
On a faim!, BP 47, 76802 St-Etienne-du-Rouvray Cedex.

■ **Hôtel Ouistiti** — Dans un genre rare, une publication littéraire, poétique et radicale. C'est insolent, dérangeant, inconvenant et en plus ça parait tout les mois, commis par Jimmy Gladiator. Une publication à lire d'urgence pour ne pas rester idiot. L'abonnement est à 50 francs. Jimmy Gladiator, BP 34, 78800 Houilles.

DIVERS

■ **Toxic Grafity** a commencé en 1988 avec un 45t *Berurier Noir / Haine Brigade* de soutien à la revue anarchiste *Noir & Rouge*, et depuis quelques petites productions se sont ajoutées à cet embryon de label. Mais attention!... Pas que des disques comme le 45t de *Kochise*...
Car **Toxic Grafity** est aussi ouvert à toutes formes d'expression anarcho-punk, et a donc aussi produit deux comix, *Violence* recueil de dessins et BD, et *Petit keupon*, l'album intégral...
Toxic Grafity, c/o Groupe Sabaté, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

ANNONCES

■ **Ciné rebelle** — Des camarades parisiens cherchent (toujours) à constituer un fond d'archives cinématographiques et vidéos **pour le mouvement**. Fictions, reportages, compilations d'infos TV, films-tracts, clips, pièces de théatres, films expérimentaux sont les bien venus. Prendre contact avec le journal qui transmettra.

■ **Polyglotes** — La rédaction parisienne de l'*European counter network*, réseau alternatif de communication télématique, cherche des **compétences** en traduction (allemand, espagnol en particulier) pour traduire les infos qui circulent par le réseau. Ecrire au journal qui transmettra.

■ **Autonomie** — Des camarades de Cardif (Pays de Galle) préparent un recueil (en anglais) de textes **sur l'autonomie...** Ils ont besoin d'un coup de mains pour la collecte. Prendre contact à: PO Box 368, Cardiff, CF2 1SQ, Grande Bretagne.

■ **Taulard** — Détenu échangerait avec magistrat cellule meublée contre **4 pièces, cuisine, salle de bain** et téléphone, dans le 15e arrondissement. Ecrire au journal qui transmettra.

PHOTO DU FILM "DE BRUIT ET DE FUREUR"

Vous avez aimé **QUILOMBO** vous aimerez aussi **MORDICUS** et **L'IMBÉCILE DE PARIS** en vente en KIOSQUE

Vous pouvez aussi commander **les deux précédent numéros de Quilombo.** Tout à fait passionnant

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE autour de **QUILOMBO** Samedi **11** janvier à 15 heures au 34, rue des vignoles, 75020 Paris (métro Avron)

ABONNEZ-VOUS à **QUILOMBO** un placement sûr pour des lendemains qui chantent **Un an, 6 numéros, 60 francs** SEULEMENT... Mais vous pouvez donner plus.

POUR TOUS CONTACTS, une seule adresse: QUILOMBO c/o OCTOBRE, **BP 781** - 75124 Paris Cedex 03

A LA POURSUITE DU QUILOMBO

Tout commença en 1500 lorsque le navigateur portugais Pedro Alvarez Cabral débarque sur les côtes du Brésil. Comme ce fut le cas pour les Indes, la Chine, l'Afrique, la découverte du continent américain permit pour les siècles à venir l'instauration de l'ordre occidental sur les contrées colonisées. Ordre reposant sur la domination des "sauvages" et sur l'impératif économique du commerce des biens (agricoles, miniers, humains). Concrètement, pour les habitants, cela signifia la colonisation de leurs terres, le pillage et le vol des ressources, la mise au travail de tout ceux qui, femmes, enfants, hommes, ne vivaient auparavent que pour eux-mêmes. Il leur fallut apprendre à n'exister que pour servir leurs nouveaux maîtres. Mais les indiens refusérent d'être de "bons exclaves", préférant au travail la fuite ou le suicide. Dés 1550, les portugais sont donc "obligés" d'importer des esclaves noirs des côtes africaines qui remplacent les indiens dans les plantations et les maisons. Le commerce des noirs est florissant, le Brésil achète 38% des esclaves vendus dans les colonies d'Amérique. En 1640, 600000 noirs des marchés de Guinée et d'Angola travaillent dans les plantations de Bahia et de Pernamborc. Vivant dans des conditions affreuses, victimes de mutilations, torturés quotidiennement, les esclaves prennent à leur tour le chemin de la fuite. Les fuyards constituent des espaces de vie communautaires dans la jungle, le plus souvent des villages, mais parfois des *Quilombos* plus importants, comme celui de Palmarès qui compta jusqu'à 10000 habitants. Dans ces quilombos, vivent bientôt en bonne intelligence, non seulement les noirs, mais aussi des indiens et des mulâtres. Les habitants se regroupent par langues, ou tribu d'origine avec une organisation sociale de type familial (la terre étant répartie par communauté) et une organisation politique tribale, sur le modèle de celle qui prévalait sur leurs terres d'origine. Loin de se contenter de ce retour à leurs racines, ils cherchent à libérer les leurs du joug colonial. Des expéditions sont lançées contre les plantations pour libérer les autres esclaves et les pousser lesà la révolte. Le *Quilombo* devient ainsi pour les esclaves un mythe, un appel à la liberté et à la lutte. En 1671, soit 40 ans après le début du mouvement des *Quilombos*, le gouverneur du Brésil se plaint que «leur nombre grandissant chaque fois davantage, ils deviennent de plus en plus audacieux et par leur vols et leurs agressions, ils chassent une grande partie des habitants de cette capitainerie, qui se trouvent aux abords de leurs villages»... Il y a déjà une trentaine d'année que les portugais tentent de détruire le mouvement de libération porté par les quilombolas. Ce n'est qu'en 169 qu'une expédition militaire préparée durant 5 ans, comptant un millier de soldats, parvient à les défaire dans une ultime guerre d'extermination longue de trois années. Le 6 février 169 c'est le massacre des derniers quilombolas et la destruction des principaux villages. Mais le feu de la libération ne fut pas pour autant éteint: le désir du *Quilombo* resta entier chez tous les pauvres du Brésil, au point que celui-ci reste encor aujourd'hui un mythe, celui d'une libération possible.

AGITA PROP

Quoiqu'il advienne, le monde de demain nous appartient

■ **Notre point de vue semble condamné à la marginalité et à l'utopie, à l'impuissance de *l'utopie* généreuse mais inutile...** Et pourtant. Et pourtant, il existe encore aujourd'hui *une aire de mouvement* qui possède des énergies notables (qualitatives, certes, mais aussi quantitatives), marquée par de nouvelles priorités d'intérêt (environement, racisme, qualité de la vie, etc) comme par de saines constances (refus du travail, auto-organisation, etc), capable de suggérer autre chose. ■ **Une " aire ", plus qu'un véritable " mouvement "** — parce qu'encore incapable de se considérer comme *un ensemble dynamique* — mais qui, néanmoins, a fait preuve d'une constante capacité d'initiative, d'expérimentation, de pratique, et de maintien d'un niveau de *contestation radicale diffuse* de ce monde, hors ou en marge des institutions, hors ou contre les jeux politiques. Une réalité qu'il serait faux de sous-estimer et de sous-évaluer, qui représente la base incontournable de toute volonté de dépassement. ■ **Lorsque nous parlons de possible recomposition d'un projet de *libération sociale* c'est de cela qu'il s'agit** : rendre inter-communicantes des subjectivités, des consciences parcellisées, des luttes séparées ; tout ce qui dans cette mouvance qui peut se reconnaître dans une certaine " gauche ", se veut alternative/radicale et est déjà l'esquisse d'un mouvement critique/antagoniste, d'un désir de se réapproprier l'existant. Non pas le simple reflet apathique d'une *réalpolitik* de l'alternance et de la perspective gouvernementale. ■ **Une alternative que nous ne voulons limiter ni à un simple accord entre groupes " extrémistes ", ni résumer à une opération politicienne** de récupération/canalisation des énergies individuelles et communautaires, mais que nous voyons comme un *réseau de forces sociales et intellectuelles*, comme une dynamique transversale par rapport aux groupes, tendances et références idéologiques (et à leurs propres subdivisions internes), capable de reproposer l'idée présomptueuse de changer la vie. Les illusions groupusculaires tombent les unes après les autres, des expériences " inédites " de connexions sont déjà à l'œuvre, des expérimentations et des convergences se développent et se vérifient... ■ **Ces éléments partiels indiquent aujourd'hui à quel point il est indispensable** d'avancer vers la définition de "dénominateurs communs minimaux", de niveaux de coopération, pour développer un réseau politique/social/existentiel qui ne soit pas un simple " container " de nos incapacités, mais l' expression offensive d'un point de vue (même partiel) sur des thèmes désicifs de l'antagonisme social, la capacité d'action sur la réalité, la projectualité sur sa possible transformation... Il est désormais indispensable de dépasser nos échecs et nos impuissances. Un parcours qui ne peut être, en aucun cas *abstrait*, réduit à un pur domaine vélleitaire et formel, mais doit se faire pratique, dynamique et intelligent. C'est sur une telle base que déjà se constitue un réseau européen de communication alternative, pour mettre en jeu une première expérience d'échange et de synthonie entre les " aires radicales " qui agissent en Europe. Le projet lui-même de *Quilombo* tente ici et maintenant ce pari d'une synergie entre sensibilité/subjectivité interne au mouvement de l'autonomie... ■ **Folle hypthèse. Incroyable optimisme. Impensable volonté d'aller à contre courant. Peut-être !** Mais c'est là un parcours de *contre-tendance* que nous croyons nécessaire et incontournable. Une perspective peut-être ni lointaine, ni impossible.

QUILOMBO

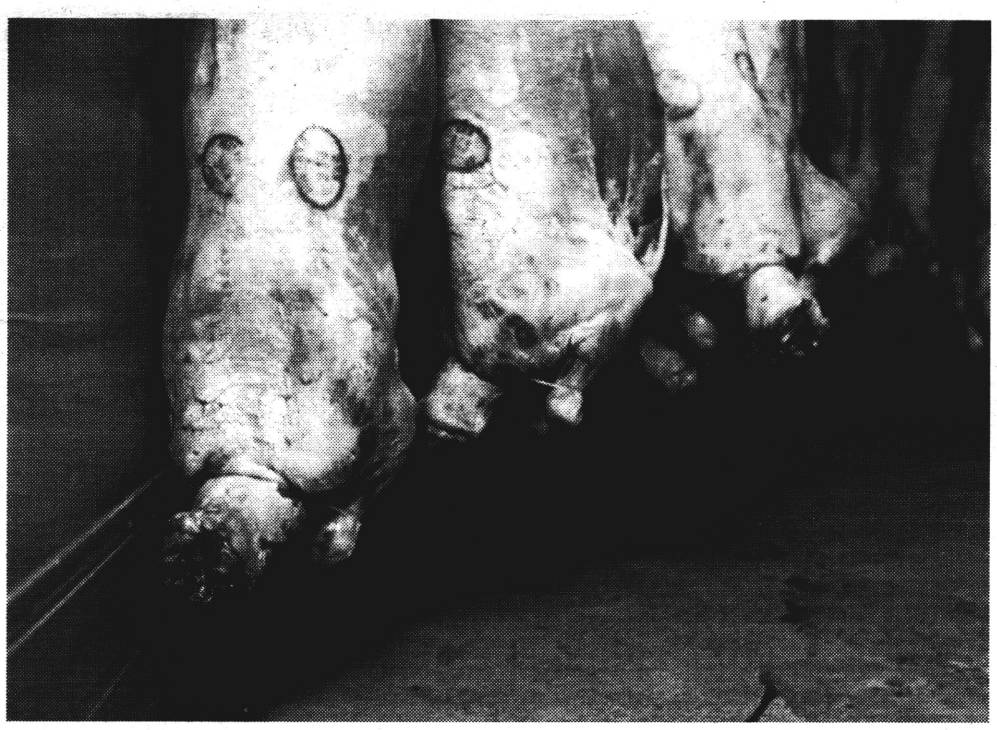


PHOTO : S. Z.

TERROIR

Les ploucs se rebiffent

Les agriculteurs occupent de nouveau la scène médiatique et sociale. Dans toute la France, on assiste à de véritables scènes de jacqueries : incendie des portes de la prison de Luynes, saccage de la vaisselle de l'abbaye de Moissac où les nouveaux seigneurs, avec à leur tête le ministre du Tourisme, devaient faire ripaille...

Les ministres ne peuvent plus se déplacer dans leurs fiefs sans se heurter à la vindicte paysanne, comme Jospin à Auch le 9 novembre dernier. La grande manifestation du 29 septembre à Paris a montré que les paysans ne voulaient pas être réduits à une poignée d'entrepreneurs performants.

Depuis 30 ans, la *Politique agricole commune* (PAC) a imposé aux paysans **une gestion technocratique des marchés agricoles**. La CEE fixe des quotas et pratique une politique de soutien des prix. Elle s'est en cela progressivement substituée à une co-gestion Etat/organisations paysannes initiée sous le régime de Vichy au début des années 40 par la création des "offices". La politique de "l'Europe verte" n'a pas endigué le déclin de la population active paysanne en France. Les nouveaux débouchés européens ont intensifié la productivité, due à la mécanisation, à l'utilisation intensive des engrais chimiques et à la hausse de la taille moyenne des exploitations.

Victimes de la valeur

Aujourd'hui, l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord produisent beaucoup plus de produits agricoles qu'ils n'en consomment. **Les marchés sont organisés au niveau mondial** et non plus aux niveaux européens ou nationaux. La politique agricole commune est donc remise en cause, sa disparition étant accélérée par deux phénomènes : la concurrence des pays d'Europe orientale à qui il faut bien trouver des débouchés économiques et la capitulation devant les américains par l'acceptation inconditionnelle des règles internationales du GATT (*Accord général sur le trafic et le commerce*).

Le déclin des paysans s'accélère et explique la mobilisation extraordinaire ainsi que la violence désespérée de certaines actions. **Le problème posé est de savoir s'il y a des solutions possibles** ou si ces luttes sont vouées aux **mêmes échecs que celles qui faisaient obstacle à la restructuration** des années 70 (sidérurgie, textile...).

Le soutien des prix, les aides directes ne peuvent être considérées comme des solutions. Au contraire, il faudrait imaginer une réforme profonde des types de production ainsi que de la manière de produire.

Par exemple, le développement de l'agriculture biologique entraînerait l'économie de sommes colossales destinées à lutter contre la pollution causée par les engrais ainsi qu'une baisse importante de la productivité, d'où le maintien d'un nombre élevé d'agriculteurs.

Utopie possible

La production agricole pourrait également permettre d'entamer **une résolution des problèmes énergétiques**. Ainsi, on pourrait employer du bioplastique, des fibres et de nouveaux types de détergents issus de l'agriculture. D'ors et déjà, il est possible de fabriquer de l'essence à partir de produits agricoles (ethanol ou diester avec le colza). Au Brésil, ces techniques sont largement exploitées. Elles permettraient un développement rural et surtout de ne plus dépendre pour l'approvisionnement énergétique de régimes féodaux (Koweit ou l'Arabie Saoudite) ou de dictateurs cinglés comme Saddam Hussein. La mise au pas des trusts pétroliers seraient également positive. Ces techniques pourraient être utilisées par les pays du Sud avec comme résultats la fixation des populations rurales et l'allègement de la dette.

Les agriculteurs occidentaux pourraient développer des relations avec leurs homologues du tiers-monde, ce qui existe déjà à l'état embryonnaire.

Une batterie de solutions techniques existe donc pour remédier à la situation dramatique que traverse une grande majorité de paysans. Mais les structures de l'économie mondiale, la rentabilité obligée bloquent toute tentative réussie de transformation radicale. **Le marché, la concurrence effrénée tendent à faire de l'agriculteur un véritable capitaliste.** Au contraire, seule la substitution de la notion d'activité à celle de la production fondée sur le profit pourrait permettre un aménagement du territoire véritablement maîtrisé et non pollué. A l'heure où l'Ile de France s'apprête à accueillir un million de personnes supplémentaires (nouveau schéma directeur), une réflexion s'impose sur l'utilité des mégapoles et leur corollaire, la désertification des campagnes.

Stan Laurel

SONDAGE

LE JOURNAL *CLASS WAR* A PUBLIÉ CE SONDAGE RÉVÉLATEUR SUR L'ÉTAT ACTUEL DU COUPLE CHARLES ET DIANA. RÉALISÉ SUR UN ÉCHANTILLON REPRÉSENTATIF DES *CLASS WARRIORS* ET EFFECTUÉ EN JUILLET 1991.

❶ Devraient-ils divorcer ?
Oui - 0%
Non - 0%
Rien à foutre - 100%

❷ Devrait-on les pendre ?
Oui - 70%
Non - 25% (ils devraient être pendus)
Rien à foutre - 5%

❸ Un autre enfant mettrait-il fin à leurs problèmes ?
Oui - 0%
Non - 0%
Rien à foutre -10%
Plutôt morts qu'élevés - 90%

❹ La Reine devrait-elle abdiquer faveur de Charles ?
Oui - 0%
Non - 0%
Ils devraient tous être pendus - 75%
Ils devraient tous être décapités - 24%
Tuons les vite - 1%

Plus de 50% des interrogés nous ont demandé de revenir plus tard, ayant d'autres choses plus importantes à faire comme, par exemple, dresser des potences pour les classes dirigeantes...

Extrême confusion

■ Sous le titre «*En avant vers la révolution*», un nouveau groupuscule d'extrême droite au nom évocateur de **Bases autonomes**, annonçait il y a quelques temps sa création.
Phraséologie révolutionnaire ronflante et affirmations confusionnistes, tentent de récupérer l'insatisfaction profonde que peut susciter ce monde au profit du vieux projet fasciste que l'on cherche ici à faire passer pour "autonome" et "radical"... Attention donc à **la fausse autonomie** et à la vraie confusion.

De bons amis

■ «Je suis allé dans tous les pays. Tous les hommes politiques les plus hauts placés étaient mes amis»... a déclaré **Agha Hassan Abedi**, fondateur de la BCCI, cette banque impliquée notamment dans le blanchiment de l'argent de la drogue et le traffic d'armes, aujourd'hui en faillite. Comme on dit, qui se ressemble s'assemble.

Rap pour Edith

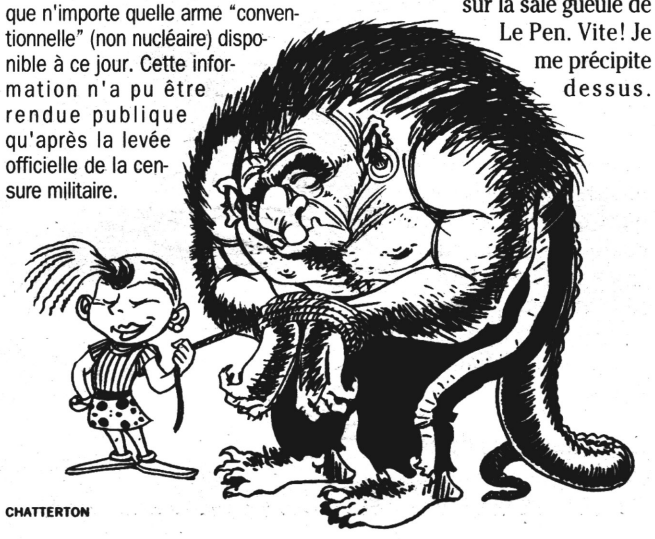
■ Fin juin, pour la traditionnelle garden-party organisée par le Premier ministre en l'honneur du Parlement, Edith Cresson, secondée par Jack Lang, Ministre de la culture, et Michel Delebarre, Ministre de la Ville, avait décidé d'honorer «*les loulous des banlieues*» en invitant trois groupes de rap. Un petit four à la main, dans les jardins de l'hôtel de Matignon, on a pu ce jour-là se donner l'illusion de **renouer le "dialogue"** avec la jeunesse à problèmes. Les policiers des "banlieues difficiles", invités eux aussi «*pour les remercier du travail qu'ils font*» (dixit Edith), ont pu ainsi repartir le cœur léger à leur tâche quotidienne qui, comme chacun le sait (du moins ceux qui ont déjà fait un stage dans un commissariat), est faite de dialogue, de compréhension et de respect pour les jeunes...

Bonnes affaires

■ En 1990, les Etats-Unis ont signé des contrats de *ventes d'armes* avec 97 gouvernements, pour un total de 14 milliards de $ (contre 10,8 milliards en 1989). Un récent rapport du *Defence budget project* précise même que «*les Usa fournissent des armes aux deux-tiers du monde*». Parmi les principaux clients: l'Arabie Saoudite, le Japon, l'Egypte, la Corée du sud, Taïwan et Israël...

Super bombe

■ Durant l'été, a été (enfin) rendue publique l'information sur l'utilisation durant les "dernières heures" de la **Guerre du golfe** d'une "super-bombe" US, guidée par laser, pour détruire un bunker de l'armée irakienne. Cette nouvelle arme "secrète", d'un poids de deux tonnes, avec un très fort potentiel pénétrant et explosif, baptisée GBU 28, est cinq fois plus puissante que n'importe quelle arme "conventionnelle" (non nucléaire) disponible à ce jour. Cette information n'a pu être rendue publique qu'après la levée officielle de la censure militaire.



CHATTERTON

APOCALYPSE

Au-delà du socialisme

De la révolution d'octobre 1917 à aujourd'hui, l'histoire du *socialisme réel* est celle d'une série d'échecs, d'impasses et de trahisons... L'Histoire s'est chargée de faire table rase.

1 A l'Est le *socialisme réel* n'en finit pas de consommer sa crise. Crise mortelle de ce qui fut l'utopie originelle, et réalisée, du mouvement ouvrier. **Fin du seul modèle alternatif au capitalisme qui n'ait jamais été réalisé.** Mort du projet de gouverner le réel à marche forcée vers un hypothétique *progrès social*... La promesse d'un monde meilleur dont le socialisme se voulait la préfiguration, s'est effondrée d'elle-même, sous le poids de ses propres contradictions.

Le "mur" est, enfin, tombé et **le modèle universel de la démocratie** semble tout à coup triompher... même si elle se révèle *illico* comme un "paradis" bien précaire et bien injuste.

2 Normalement nous ne devrions même pas être concernés par tout celà. Et pourtant... Si nous sommes de ceux qui, depuis longtemps déjà, ne voyaient plus dans le *socialisme réel* qu'un régime bureaucratique et capitaliste d'Etat*, il n'en est pas moins vrai que cet **effondrement de l'utopie réalisée du mouvement ouvrier** vient (salutairement) interroger l'imaginaire révolutionnaire lui-même.

En effet, comment, après un tel échec cuisant de *notre* histoire, pouvoir **penser, imaginer et construire un autre projet social ?** Comment redonner crédibilité au désir *insatisfait* et comprimé de vivre radicalement autre chose, et non ce que ce monde nous a imposé jusqu'ici ? Coincés entre une *utopie socialiste* agonisante et une *démocratie réelle* toujours plus invivable, il nous faut aujourd'hui (re)construire un imaginaire de la transformation, reconquérir la capacité de penser ce monde et son bouversement radical.

3 Ce qui nous importe, au fond, ce n'est pas tant de discuter aujourd'hui d'un "bilan" de l'expérience du socialisme que de la dépasser, aller **au-delà du socialisme**, au-delà des limites de l'histoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire.

N'ayons pas peur des mots, fussent-ils devenus tabous, ce dont il s'agit, c'est de réinventer *le contenu de la révolution*, de réinventer le sens libertaire d'un projet social dévoyé par sa réalisation (et réduction) étatique et économique.

Aujourd'hui, cela passe par la capacité (toute à trouver) de **construire des moment de contre-pouvoir**, de renforcer des lieux et des pratiques alternatives, de développer l'auto-organisation, de prendre enfin nos affaires en mains...

Hannibal Lecter

(*) On pensera biensûr, à l'analyse assez largement prémonitoire faite par *Socialisme ou barbarie* à partir de l'immédiat après-guerre. Voir en particulier: Cornélius Castoriadis, *La société bureaucratique*, édition Christian Bourgois, et Claude Lefort, *Eléments de critique de la bureaucratie*, Gallimard, collection Tel.

LE PEN BY NIGHT

Sortie du *New Moon*, 6h du matin. Le concert de La *Sourie déglinguée* ne m'a pas vraiment remis de mes précédentes émotions. Square Anvers, quelques heures avant, course poursuite de ma misérable personne par les chiens des vigiles en faction dans le square. «*Alors, on embête les jeunes filles?*». Je cours, arrive sur le terre-plein et là, je tombe sur les skins. Rien à faire, Paris est vraiment une ville dangereuse! Je reprends mon rythme habituel de foulée... jusqu'au *New Moon* où la communanuté des skins oublient ma présence.

6h du matin, donc. 50 m à gauche en sortant de la boîte. Quelques pas à peine. Mon regard s'arrête sur la sale gueule de Le Pen. Vite! Je me précipite dessus. Après une soirée comme ça, rien de mieux que de finir avec un petit acte de censure salutaire. Donc, on commence à lacérer consciencieusement. A ce moment, un bruit de dérapage visiblement à peine maîtrisé. La rage; les flics. «*Papiers! Alors, on arrache les affiches. vous n'aimez pas Le Pen?*». «*Non, monsieur l'agent, pas vraiment*». «*Dommage, parce que nous, on aime*». Angoisse. Ils disent qu'ils ne vont pas nous rater. Ils vérifient les papiers et annoncent l'établissement d'une amende. «*De toute façon, on va vous faire plonger. Vous traîner devant le tribunal*». Suivent toutes une série de questions. «*Qu'est-ce-que vous faites dans la vie?*». «*Moi, je suis clown*». J'avais oublié de vous présiser que j'étais avec un ami, clown de son état. Les flics, eux, croient à la plaisanterie. Mon ami reçoit un coup dans la tête et aterri dans le fourgon. Ambiance. «*Vous êtes français?*». L'annonce de nos origines les plus intimes n'a pas l'heur de leur plaire.

Conclusion, 5000 francs d'amende: insulte à agent, ivresse sur la voie publique, destruction d'affiche électorale, et pour corser le tout, poursuite devant le tribunal. Après avoir jeté nos papiers dans une flaque d'eau, ils s'éloignent . «*Vous n'avez qu'à être français...*».

Propos recueillis par Agita Prop

PHOTO DU FILM "THELMA ET LOUISE" DE RIDLEY SCOTT

GRAND ÉCRAN

Thelma et Louise

Portrait de jeunes femmes insoumises

Il était une fois aux Etats-Unis deux femmes. L'une s'appelle Louise, pour gagner sa croûte, elle travaille comme serveuse dans un fast-food. L'autre, c'est Thelma, elle est femme au foyer, bonniche d'un macho demeuré, représentant de commerce.
Deux vies moyennes rythmées pour l'une par le chèque de fin de mois, pour l'autre par l'attente du mari chaque soir. Deux femmes à la vie apparemment contradictoire, copines malgré tout.
Comme deux vieilles copines, elles décident de partir à la campagne le temps du week-end pour s'éclater. Le train-train...
Sauf que dans cette société d'hommes où le droit à l'amusement est d'abord masculin, l'arrivée de Thelma et Louise dans un bar country très ricain paraît à ce point incongrue, que la seule raison trouvée à leur présence par les cow-boys attablés est qu'elles ne sont ici que pour draguer ou être sautées.
Dans l'esprit du violeur de Thelma, ça ne fait aucun doute: elle est pute et/ou victime. **Un viol, un autre, le quotidien pour ces femmes** qui transgressent l'espace qu'on veut bien leur donner. Mais le violeur aviné ne s'attendait pas à recevoir une balle en pleine gueule. Et c'est sur ce cadavre tout chaud que la vie de Thelma et Louise bascule. Un pacte tacite est scellé : à la vie, à la mort.
Engrenage de la fuite, de la dérive dans un monde industriel, sécuritaire, de la rupture finalement.
Malgré elles criminelles, **Thelma et Louise trouvent bientôt le goût d'une nouvelle liberté**, celle du refus de la société machiste, de la justice en général, de la critique totale. La liberté au bout du fusil? Plutôt au bout de la révolte contre la soumission aux rôles stéréotypés de la femme. Femmes, elles le deviennent ; rebelles, elles échappent à l'engrenage criminel en assumant et en revendiquant leur statut d'ennemi public.
Rebelles, **elles dépassent aussi leur être-femme** pour incarner la cause de tous les insoumis à l'ordre du monde.
La fin du film? Une apocalypse, presque un *happy-end*, elles font leur choix, libres et copines *for ever*...

Agita Prop

CIVILISATION

Les voleurs d'enfants

Sous le règne de la démocratie américaine, le "peau rouge" est un paria, condamné à la misère, la marginalité, l'alcoolisme et aux maladies. Mais ce n'est pas tout...

A l'exclusion sociale s'ajoute aussi pour les indiens un déracinement fait au nom de la pédagogie, du progrès et de la civilisation: leurs enfants leur sont enlevés et **placés d'autorité en adoption dans des familles blanches** ou des institutions pédagogiques (religieuses ou d'Etat).
La pratique du *kid-catching* est devenue tellement courante que l'Administration fédérale a dû émettre un *Indian child welfare act*, une loi pour protéger les petits indiens des abus et des adoptions sauvages, et plusieurs rapports d'organismes officiels s'inquiètent des conséquences de cette véritable politique de déportation.
Ceci n'a pas empêché que 25 à 35 % des enfants *native* (terme moderne pour désigner les indiens d'amérique) subissent cette pratique. Quelques 100 mille jeunes indiens d'Amérique du nord (USA et Canada) ont ainsi été placés en adoption ces dix dernières années, si l'on en croit un rapport de l'Association on american indian affairs.
Tout indien qui n'a pas atteint un *social standard* et présente des « *modèles familiaux-éducatifs non conformes* », risque à tout moment de se voir "privé" de ses propres enfants par les travailleurs sociaux du gouvernement. Ceux-ci considérant par exemple comme un "abandon" le modèle familial de la tribu, où les enfants sont suivis par une groupe de parents, respectueux de l'autonomie et de la liberté des enfants, à qui ne sont pas infligés de punitions...

Spoliés, expropriés, décervelés...

Dans la réserve Navajo en Arizona, pour prendre un cas parmi d'autres, il a été calculé que 20 mille enfants *native* vivent hors de leur milieu familial, "internés" dans des *boarding schools*, familles blanches, instituts religieux, et autres, qui acquièrent ainsi leurs droits sur la part de "propriété" de la terre de la tribu que possède le jeune "peau rouge" adopté (l'intérêt de l'affaire est clair, non?).
Si l'on en croit certaines statistiques la grande majorité de ces gosses finit suicidaire, en HP, alcoolique. Adoptions sauvages, perte d'identité, expropriation de l'existence, sont ainsi le prix à payer par les enfants des derniers survivants des peuples indiens pour leur intégration à la "plus grande démocratie du monde".

Jo Pento

Troisième acte

■ Depuis le départ de l'inspecteur Dufourg, l'inspecteur Dumoulin s'ennuie. L'inspecteur Dumoulin travaille aux RG section "Embrouille et ennemis de l'Etat" et c'est pas tous les jours facile. **Banlieues, prisons, c'est pas les fauteurs de trouble qui manquent**. Seulement voilà, allez leur mettre la main dessus... L'inspecteur Dumoulin déprime et puis il a lu **Mordicus**. «*Mordicus, le journal de l'anti-France*» qui a distribué un petit trac sur les banlieues pas piqué des vers. C'est l'illumination: « *chef! chef! On pourrait pas leur coller une incitation au crime, au pillage et pour insulte à la police?* ». « *Essayez toujours, Dumoulin* ».
Le 19 Novembre 1991, le SRPJ de Versailles a interpellé à son domicile un des rédacteurs de *Mordicus*, président de l'association des Mordicants, ainsi que les bailleurs de l'ancien local. La police agissait sur commission rogatoire du juge Desmure dans le cadre d'une **instruction contre X** ouverte le 17 Juin 1991 pour incitation au vol, au crime et au pillage.
Cette procédure s'appuie sur la diffusion d'un tract à Mantes-la Jolie en Juin 91. Le fait qu'elle ne soit qu'un grotesque prétexte à une nouvelle opération contre un organe dissident est manifeste:

❶ Dans le délai singulièrement long entre l'ouverture de l'instruction et l'intervention policière, puisque dés le mois de Juin, la presse nationale faisait état de ce tract – un rap humoristique sur la crise des banlieues.
❷ Dans la saisie des documents comptables du journal, des comptes-rendus de réunion de la rédaction, ainsi que des carnets d'adresses personnels. Quel rapport avec l'affaire?
Mordicus, journal de critique sociale, est une fois encore en butte à la conception policière de la liberté d'expression. De plus amples détails sur cette affaire dans le numéro 7 de notre charmant concurrent.

Acte de vente

■ Le 2 mai 1990, deux immeubles occupés par le Comité des mal-logés (rue des Vignoles et rue de la Fontaine-au-roi) étaient expulsés par une véritable armada policière. Comme on s'en souvient, cela conduisit à l'occupation du square de la Réunion, et à une âpre lutte pour le relogement des expulsés (quarante-cinq familles)...
On vient d'apprendre il y a peu, que l'immeuble du 67, rue des Vignoles, muré et surveillé par des vigiles depuis l'expulsion, vient d'être **vendu** par la SAEMAR (société immobilière) à l'association *Un logement pour tous*. Dans la foulée, le ministère de l'Equipement vient même de donner **une subvention** pour l'aménagement du lieu (combien?).
Le projet, soutenu de longue date par des juristes, urbanistes et architectes (c'est tout dire) débouchera sur l'aménagement au rez-de-chaussé d'un restaurant (*Le ramass'miettes*) et de locaux pour diverses associations (*Les petits pierrots, Vitruve et IDEE Réunion*) plus ou moins dans l'orbitre du PS. Pour les appartements, pas de nouvelles, bonnes nouvelles... Mais ce qui est certain c'est que **les mal-logés peuvent se brosser**. Après les flics et les promoteurs, les subventions et les associations... et toujours la même logique: dehors les prolos !

PUNITION

The american way

Les prisons sont à l'image des sociétés qui les produisent. Les Etats-Unis n'échappent pas à cette vérité. Panorama d'un l'enfer carcéral hautement démocratique.

Les Etats-Unis tentent de donner l'illusion d'une justice équitable et de faire croire que les prisonniers sont traités humainement. La réalité est tout autre. Les prisons américaines sont le lieu de l'arbitraire et du non-droit. La répression envers les prisonniers rebelles est sans limites. La ségrégation sociale et le racisme y sont maitre...
Dans les prisons américaines, la répression s'applique systématiquement à toute forme de dissidence à l'arbitraire carcéral. Et en matière de répression on ne lésine pas comme au centre pénitentiaire de *Marianna* où dans une unité spéciale pour femmes, on use contre les prisonnières de violences physiques et sexuelles ; on recourt à l'intimidation en **les menaçant de les faire violer par les gardiens** hommes. Un exemple qui est loin d'être pas un cas isolé. Et si les régimes de détention diffèrent d'une prison à l'autre, aux Etats-Unis, les mauvais traitements y sont une réalité quotidienne.

L'enfer de Marion

La prison de *Marion* dans l'Illinois détient de loin le régime disciplinaire le plus sévère de tout les Etats-Unis. Son système est fondé sur l'isolement. La plupart des détenus passent 23 heures sur 24 seuls dans leurs cellules.
Les cours de promenade sont grillagées, la plupart des détenus **effectuent leur déplacement les mains liées dans le dos** par des menottes. Dans certains cas leurs pieds et leur taille sont enchaînés lorsqu'ils doivent se déplacer. Les matons qui gardent les détenus considérés comme "les plus dangereux" reçoivent par ailleurs régulièrement un entraînement anti-émeute.
A Marion une *Unité de contrôle* – qui est une véritable prison dans la prison – soumet les détenus à une privation sensorielle intense. Les prisonniers sont contraints de demeurer dans des cachots où on les force à prendre toutes sortes de drogues. En 1983 le régime s'est considérablement durci. Le "lock-down" (bouclage) fut alors décidé. Il signifie une mise au secret de tout le pénitencier. Une sorte de *no man's land* à l'abri de tout regard, une zone hors la loi.
Dans cette prison, où **depuis 1983 cinq détenus ont été tués**. Certains prisonniers ne sortiront jamais, ils purgent ce que l'on nomme les peines "natural life", à vie. Au pénitencier de Marion, de la façon la plus crue, l'anéantissement des détenus est conscient et programmé.

Prisonniers de la démocratie

Au Etats-Unis, il y a environ 200 prisonniers politiques. Un programme spécial, fondé sur la négation de tout droit (*denial system*), a été mis en place pour ces détenus. On leur applique des méthodes dites de "contre-insurrection".
Les prisonniers politiques sont constamment transférés d'une prison à l'autre et parfois, à des milliers de kilomètre de distance de leur lieu d'origine. **Les visites et leurs correspondances sont réduites**; et leurs textes politiques censurés. Les soins sanitaires élémentaires leurs sont systématiquement refusés comme au pénitencier de Marion.
La plupart des prisonniers politiques sont issues des mouvements militants des minorités ethniques, beaucoup sont d'anciens membres du *Black panther party*, d'anciens cadres de la *Black liberation army*. Ils sont les victimes des différents programmes raciste mis en place à la fin des années soixantes au début des années soixante-dix par les services speciaux et qui avaient pour fonction de neutraliser les militants révolutionnaires, par tous les moyens y compris illégaux.
Bashir Hameed, dirigeant du *Black panther*, est ainsi emprisonné depuis dix ans. Il entrera bientôt dans sa troisième année d'isolement total. Sont traitement alimentaire a été diminué, son traitement médical est minimal. Il est par ailleurs soumis a un harcèlement constant de la part des matons. C'est là, le traitement ordinaire des prisonniers politiques.
Depuis quelques années, une campagne *Freedom now* – La liberté maintenant – est menée par différentes organisations et une alliance de différents mouvements des Etats-Unis pour obtenir la libération inconditionnelle de ces prisonniers politiques parmis les plus oubliés du monde.

Pierrot Verney

■ Pour en savoir plus on peut se reporter au journal *Rebelles* qui publie régulièrement des informations sur les prisonniers américains. Ecrire à : Rebelles c/o Octobre, BP 781, 75124 Paris Cedex 03.

CHIFFRES

■ La majorité des détenus étaient chômeurs ou précaires. Les deux tiers des prisonniers sont poursuivis pour des délits économiques (vols etc.). Enfin 71 % des détenus gagnaient moins de 10 000 $ par an.

■ Les Noirs ont, statistiquement, six fois plus de risques d'aller en prison que leurs concitoyens blancs et sont deux fois plus touchés par le chômage que ces derniers. Ils représentent 40 % de la population carcérale (alors qu'ils sont 12 à 15 % de la population globale). 25 % des Noirs de 18 à 25 ans sont ou ont été derrière les barreaux. Si l'esclavage a été aboli aux Etats-Unis, les Noirs n'en restent pas moins les premières victimes de la répression.

■ Les Etats-Unis détiennent le triste record du plus grand nombre de prisonniers par rapport à la population globale, cela représente plus d'un million de personnes incarcérées.

■ L'année 1990 a vu la population carcérale augmenter de 8,2% : ainsi les prisons américaines dépassent de 18 à 29 % leurs capacités d'"hébergement". On peut dès lors imaginer l'insalubrité des conditions de détention.

FEUILLETON

DU RIFIFI CHEZ LES POULPES !

— Driiiiing ! Driiiiiiiiiiiiing !
Comme tous les matins depuis que Julot turbine à Rungis comme mago, à six plombes pétantes son coucou à symballes lui balance dans les esgourdes son cri de guerre. Bien calé au fond de son pucier, les noix au chaud, il gamberge sec. Les lundis aux aurores quand il faut se déplanquer de sa toile pour aller au coltin c'est plutôt duraille; il sait qu'il doit se dépager fissa, aller bécif se ramoner la trombine, endosser ses frusques et jouer des flûtes jusqu'au burtab' pour s'enfilarès un caoua.

Julot – Putain c'qui faut pas faire pour du carbure! allez faire le guignol en roulant des fromdus pour un singe qui m'encule à sec ça commence à me peler le jonc. Et vu c'qui donne à la fin du mois j'ai comme l'impression qui s'paye ma tronche c'te crevure!

Il jette un coup de chasses dans sa cambuse, qui doit être le plus grand cimetière à boutanches et à clopos du coin, et avec un rictus de rage aux badigoinces il balourde la tocante contre le mur où trône un portrait de Gabin et Jouvet dans les "Bas-fonds". Jaspinant comme le grand Louis,il balance...

Julot – Alooooors Pèpe!! On casse son réveil? On ne va pas bosser aujourd'hui, et en plus cela vous ravi!

Tout guilleret d'avoir fait un vers qui n'a aucune chance de lui visser une casquette plombée sur la cafetière au réveil, il se repage. Il se fend la poire en imaginant "gras-double", le cerbère du boss qui doit reluquer sa trotteuse toutes les minutes tout en jouant des mirettes de tous les côtés pour pouvoir balancer sa purée dans son bénard en lui disant:

— Alors môssieur Jules encore en retard! Je dois le signaler en haut ce sera retenu de votre salaire....Eh oui! ... Pauvre clébard today j' pisse à la raie à la hierarchie, et sans char c'est un beautiful day.

Il est aux anges le Julot, il jaspine en veuf tout en ravalant son paddock, c'est bon d'être un rebelle, même sans cause se dit-il avant de se recaser dar-dar dans les mandibules de la môme Morphée.

Quelques heures après, c'est le cornichon qui vient désenroupiller Julot.

— Driiing... Dring...

Julot – Putain de trembleur où il est planquarès ? Ah!... J'sais pas quel est le zigue au bout , mais avant que t'ouvre ta boite à ragoût j'espère que t'as une excuse comac pour m'arracher des bras de ma gisquette préférée!

Jeff – Salut mon Julot c'est Jeff ! Qu'est ce que tu branles? J'ai vu ta bécane en bas, t'es en caraffe ? T'as pas été taffer ?

Julot – Ohhh ! T'emballe pas ! T'es pire que la maison poulaga toi ! Calmos tu vas nous faire un coup de calcaire. J't'explique mon aminche, tout baigne, ça gaze à pleine bourre, mais ça'm bavait sur les rouleaux d'aller turbiner ce matin. Alors j'suis resté au page dans ma canfouine.

Jeff – Waouuu ! génial, t'as raison Julot c'est bon de s'faire du bien et de reprendre nos vies en mains. Moi ça fait huit jours que j'ai endormi le taff en leur expliquant que j'm'étais exploseman en caisse et que j'avais deux côtes de destroy.

Julot – Bien jactarès potot, mais au fait t'as une combin'pour les arrêts maladies pour ma pomme? J'te fais confiance les hublots baissés à toi le grand résistant au turbin , mijote moi un plan en béton !

Jeff – No problem! Ecoute j'ai rencard avec Mouloud à midi sur la place des teufs, pointe toi et on ira chez un bibtou cool pour arranger ça. T'inquiete Julot j'm'occupe de tout et après on fait la fiesta .

Julot – T'es un vrai de vrai toi, un sacré matador! J'endosse mon perf' et j'ramène ma trombine.

A douze plombes, nos trois lascards squattent le banc en face de la mairie.

Mouloud – Putain c'est d'enreuf que vous soyez àl today. J'viens juste de pécho de la beu de la mort. Yooo de la bonne sinsé. Alors on gébou où?

Jeff – Julot doit trouver un doc' assez coolos pour l'endormir et qu'il puisse pécho un arrêt de travail de une et même deux semaines. Y vont pas tirer la tronche au boulot?

Julot – Mais non, mon neveu, j'ai signé hier mon embauche, et de toutes manières je m'en tamponne le coquillard !

Mouloud – Bon alors c'est cool, en plus en ce moment c'est la peugri ou la gastro-entérite, ces merdes ça chémar tout le temps si t'assures devant le bibtou.

Julot – T'm prendrais pas pour un cave ou un lavedu toi le bèrbère fumant?

Jeff – Eh les keums on se speed! On va aller chez bouillot il est hyper-cool et tu peux lui endormir deux semaines sans te prendre la tête !

Mouloud – Putain Julot ne me dis àp que tu le naico le king des doc', tout tipeu déja on allait lui prendre la teutè pour sécher les cours.

Jeff – Ouais tu lui balances que t'as de la fièvre, des courbatures, que tu gerbes , que t'as mal au bide et que tu te sens archi -naze. avec ça c'est bonnard si en plus tu fais une gueule de pauvre malade.

Mouloud – Yes ! La même tronche que tu faisais à ta reum quand tu voulais pas te faire téplan à une interro et que tu l'endormais pour rester à casba.

Julot – Eh oh! en loucedoc la bleusaille. Mon dab y connaissait la ritournelle, j'pouvais pas lui en jouer et ça servait à rien puisqu'il s'en tamponnait des chars qu'on nous débagoulait à l'école pour nous faire avaler qu'on peut sauver nos terrines en "étudiant et en obéissant à la maîtresse".

Jeff – Putain t'as du cul parce que mon reup, c'etait genre démocrate socialo très cool mais qui n'entravait pas pourquoi l'école et le taf' on voulait pas y aller et le faire le moins possible.Pour lui le travail rend libre et beau, alors quand je lui ai dit que je voulais travailler le moins possible et gagner le plus possible, il était vert. C'est quand même le temps libre qui compte non?

Julot – J'ai pas eu ces embrouilles avec mon daron. Tout moutard l'assistance l'avait cloqué chez des culsterreux qu'il avait pouillave avant de s'faire les adjas. Pour cézigues, la vida était faîte de calme et de patience. A cinquante piges au compteur, avant de calancher, sa seule ambition était de flamber aux courtines. Toute sa vie,il a eu le gousset vide, il était chomedu de profession ou occupé à arpenter le macadam pour endormir un peu de fraîche facile à un cave.

Mouloud – Putain, il était éclatman ton reup!

Julot – Dans la famille c'est resté de ne pas se faire endauffer par un patron. J'le voyais se faire embaucher sur un chantier comme mécano, machino et au bout d'une semaine, comme il disait, la mouche de milan bien appliquée sur une entaille qu'il se balançait en se frottant la barbac à la toile émeri, un toubib affranchi à qui il refilait une violette pour lui certifier que cézigues ne pouvait plus turbiner, et le tour était dans le sac. Après, il allait se sécher un guindal de gros bleu sur une barcasse aux bords de Marne et on ramait ferme pendant que les autres marmots se faisaient ensuquer les esgourdes et pissaient de l'encre sur leurs cahiers d'école.

Mouloud – Arrête Julot ! téma j'ai une larme qui coule. Tiens j'te la donne.

Jeff – Bon les man assez déliré, il faut se magner le fion ! Les consult' finissent à quinze heures et si on y va à ièp, il faut gébou de suite !

Mouloud – Il a raison! Allez Julot speed toi sinon tu vas être vraiment dans la deum sans ton arrêt. J'vais rouler le tarpuej en marchant ! Yooo téma les keums l'artiste de la roulette. Tiens, Julot passe moi un toncar et on est ok.

Ils arquent fissa jusqu'à la camfouine du toubib plantée à côté d'un des QG de la deban. La station Mobil et son mini-market où nos trois lascards viennent chanstiquer bibines et jaffes pour bringuer toute la noïe.

Jeff – C'est bonnard on est pile à l'heure. Magne toi la rondelle Julot et assure la tchatche!

D'un geste de paluche, Julot sort une bache ronde à visière cassée et la visse sur son caberlot rasé.

Julot – Oh ! J'vais pas lui jouer du violon, ni le coup du phrasicoteur mendiant... Il a pas interêt à me bassiner pour'm refilarès c'te putain d'arrêt

Mouloud – Ouais, mais vas-y coolmamn, vas pas t'embrouiller avec le bibtou! T'imagines le délire.

Jeff – A tout', speed!

Mouloud – On pose un luc au Mobil, on essaye de kimball a géman et on méfu un pet' en poireautant.

Une demi plombe plus tard Julot décambute de la piaule du bibtou, la cafetière illuminée, en claquant des pognes.

Jeff – Alors Julot, le doc' y t'a mis oiq?

Julot – Résultat des courtines, j'gagne à vingt contre un dans un fauteuil.

Mouloud – Vingt jours, c'est d'enreuf! Tu lui a tchatché oiq?

Julot – Oh, la vérite avec un paquet cadeau giron. J'lui ai dit que j'voulais me truçidarès, que le turbin, ma cage à lapin, la banlieue, j'en avais plein le fion. Alors, sans but, j'arpentais le bitume et toutes les nochès je me poivrais la terrine en gambergeant comment faire tout explosarès avant de calencher.

Jeff – C'est vrai, t'as raison, mais t'as mis la dose. Il a pas péfli ?

Julot – Tu m'étonnes garçon, il m'a balançé vingt jours à la cambuse et du léxomil matin, midi et soir.

Mouloud – Yes, ça fonçedé c'queutru. Ma reum c'est pour supporter son taf' de merde et pas quécra qu'elle en prend depuis deux ans.

Jeff – Eh ouais, on est pas les seuls à en avoir plein le cul de taffer, sauf que nous, on le revendique.

Julot – Bien jaspiner bonhomme !

Julot cloque une boutanche dans la fouille du bombers à Jeff quand deux cul-dorés délourdant d'une 205 GTI rapliquent vers eux. Un des gonzes a une gamelle à cliché pendue sur les éponges, l'autre un blondinet en costard se passe la paluche dans les roseaux en arquant.

Le journaliste – Bonjour les gars! Ça va?

Mouloud – Attends gadjo, y'a malaise ou oiq ? C'est à nous qu'tu parles, t'es ouf ou quoi, allez gébou de là!

Le journaliste: Ne soyez pas relou, je suis journaliste, je vous vois errer en bande et comme je fais un papier sur la banlieue pour *Globe*, je voulais vous interroger sur votre galère quotidienne.

Jeff – Attends ! Joues pas les hypocrites en nous amadouant en parlant verlan, y'a pas marqué relou abruti sur ma tronche ok! On en a rien à foutre de toi ok ! Des charognards qui se disent qu'à Noël ressortir les poncifs sur la banlieue galère qui fait trembler les bourges, ça va faire vendre vos torchons, on en veut pas, ok!

Mouloud – On sait déjà fait niquer par un keum à qui on a tout expliqué et montré et c't'enculé il a parlé seulement de stomba, de deban, de plan choure... Y nous a magouillé pour vendre sa merde, alors arrache-toi !

Jeff – Ouais, les marchands de peurs hors des banlieues !

Le photographe – Nous faisons un interview, moi je vous prends en photo dans un terrain vague de votre cité. Avec vos têtes ça devrait bien rendre et...

Julot – Oh la ! Arrête de ramer lavedu, tu crois pas que j'vais laisser faire la belle avec ma trombine dans ta gamelle.

Le photographe – Mais, écoutez...

Julot l'alpague par le revers de son costard.

Julot – Moufte pas quand je jaspine ! Pour teszigues nous sommes de la racaille, tu déboules ici comme tu te pointerais dans un zoo pour reluquer des fauves, pour te foutre le traczir et dire dans ta feuille de choux, j'y étais. C'est exotique la banlieue pour ta pomme, et tu vas balancer à tes branchés haine, verlan, hordes de marlous, choucrave et j'en passe. Alors ouvre bien tes écoutilles, si tu veux du résiné continue à nous pomper les burettes et tu vas en avoir. Ici on blaire plus les poulpes qui pissent de l'encre à longueur de journée et qui font ripaille en jactant de la racaille.

Le photographe – Mais non on veut vous aider, on vous laisse parler et on fait une photo, voilà tout.

Jeff – Putain t'es defoncé de l'encephale ou quoi, arrête ta démago de merde !

Julot se met bien en face de la tronche du photographe et lui serre bien la tronche avec ses battoirs.

Julot – Esgourde, épicemare de la communication, chasseur d'image à la mord-moi l'noeud, refile moi ta tirebinette sinon tu vas piger pourquoi mon surblaze, c'est tête d'enclume !

Le journaliste – Mais enfin, vous vous prenez pour qui, nous qui venions vous aider.

Jeff – C'est ça, on vous attendait pour nous organiser et gueuler heureusement que vous êtes venus tas de racaille !

Le journaliste s'approche de Julot pour le séparer de son collègue. Mouloud danse en faisant du b-box tout en improvisant un rap.

Mouloud – Huuum, ce mec nous fout trop les boules, yeeees, je sens venir le coup de boule yooooo

A cet instant, Julot, bien campé sur ces guiboles, les pecs' durs comme du béton, ajuste la trombine du photographe et lui envoit un coup de tronc qui aurait mérité une place sur le podium lors d'un concours. Mouloud chope l'appareil et dépouille la péloche.

Le journaliste – Mais vous êtes malades, enragés!

Jeff – Ouais, on a la rage et elle est pas prête de passer, regarde !

Jeff et Mouloud balancent les oeufs et les yaourts, qu'ils avaient endauffés au Mobil, sur la 205 rouge des pisseurs d'encre.

Mouloud – Richards, bourges, journaleux hors des banlieues ! C'est vous la racaille , on s'occupera de vous un jour, târba!

Julot – Allez les aminches, on s'esbigne, j'tiens pas à passer mes vacances à poulaga- beach.

Jeff – Ok! on speed jusqu'à chez oim et on voit ce qu'on fait soir-ce !

MARLOU
(DESSIN CHATTERTON)

■ *Les précédents épisodes du feuilleton sont parus sur les numéros de Quilombo "ancienne série". Les passionnés de la prose Marlousienne peuvent nous les commander.*

LABEUR

Congés vacances

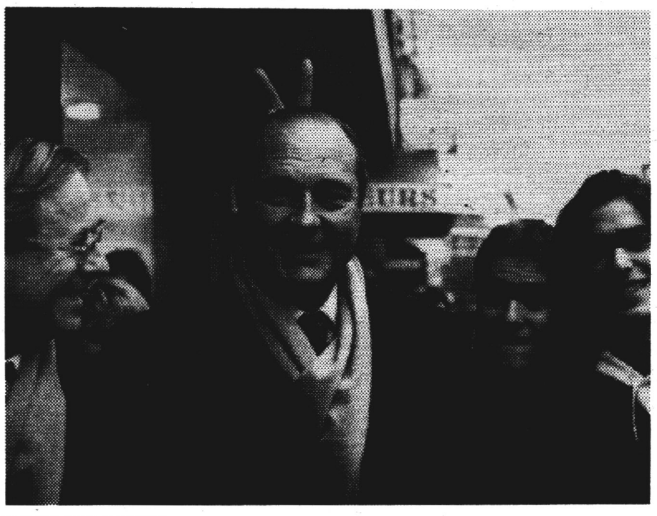
Les congés maladie se portent bien chez nous. La Caisse nationale d'assurance maladie a indemnisé l'année dernière 162 millions de journées (contre 154 en 1989 et 149 en 1988). Une hausse significative qui — du fait de la hausse des effectifs salariés — ne signifie pas grand chose si ce n'est la constance du phénomène. On peut ainsi noter que la part des congés de maladie dans le nombre d'heures de travail "perdues" (pour le patron) en France est l'une des plus élevées en Europe avec 70 % du total (73% au Luxembourg, 57% en Grande Bretagne, 18% en Grèce). Chaque salarié du secteur privé est en moyenne absent un demi-jour ouvrable par mois, ce qui fait, au bout du compte une sixième semaine de congé payé supplémentaire. Une façon comme une autre d'échapper au salariat. Et surtout, n'oubliez pas vos médicaments. ■

EST

Mur : le retour

Après l'euphorie des premiers temps suite à l'effondrement du socialisme réel, les Etats européens en reviennent aujourd'hui au **réalisme économique et politique**. En effet, ils s'inquiètent de plus en plus de l'afflux d'immigrants de l'Est et de la perspective d'une arrivée massive de citoyens ex-soviétiques.

Vingt-sept pays (dont l'ensemble des ex-pays de l'Est et les Etats recemment constitués comme les pays baltes ou l'Ukraine), réunis le 31 octobre à l'initiative de l'Allemagne, ont décidé d'instaurer entre eux une **collaboration opérationnelle contre l'immigration illégale** et le travail clandestin. Cette conférence – la cinquième du genre en moins d'un an – marque le passage des simples intentions communes à la mise en place d'une action commune, dans le prolongement des *Accords Shengen,* qui instaurent **une coopération des polices** et l'harmonisation des contrôles aux frontières. Les priorités définies le 31 octobre sont la lutte contre les filières de passage clandestin et contre l'emploi illégal, l'intensification de la surveillance aux frontières et la généralisation des contrôles de papiers sur les lignes aériennes. De leur côté, les pays ex-socialistes ont quand même conditionné leur enthousiasme au prix de contre-parties financières. ■



KLIC-KLAC MERCI CHIRAK

EXPO 92

Faites vos prix

Une publicité, à propos de l'*Exposition universelle de Seville*, parue dans le *Journal du dimanche* du 20 octobre dernier, a le mérite d'annoncer la couleur...

Sous le titre **«Offrez-vous l'Exposition universelle de Séville pour 300.000 francs»**, les entreprises hexagonales sont invitées à participer à cette opération "culturelle" d'ampleur avec des arguments de poids : «*Tracez-vous une voie royale vers les nouveaux marchés d'Europe et du monde: devenez partenaire de la France à l'Exposition universelle de Séville. Etablissez des contacts au plus haut niveau, avec les décideurs politiques et économiques de 110 pays. Profiter du formidable "tremplin international" offert aux entreprises françaises: le Pavillon de France. Fruit de toutes les audaces technologiques, il s'affirme déjà comme l'un des grands pôles d'attraction de l'Exposition universelle*».

Chaque entreprise qui investira aura à sa disposition, pour une journée, "l'Espace relation" du Pavillon de France; son logo exposé dans une dalle en verre sur le parvis (qui «*garantit une visibilité maximale [...] face au Pavillon de l'Espagne, pays organisateur*»); la possibilité d'inviter des "leaders" français et étrangers... Un discours qui a le mérite d'être clair: l'habillage culturel de l'Expo 92 se révèle pour ce qu'il est, un simple alibi spectaculaire pour le commerce. ■

PHOTO : F.R.

LABORATOIRE

Quand la police socialise

Marseille aura été, cette année, un véritable laboratoire de l'intervention policière sur les "banlieues chaudes". Version moderne de l'histoire de la carotte et du bâton.

D'un côté le traditionnel dispositif répressif, renforcé pour les périodes à risque: affectation supplémentaire de mille flics en uniforme pour les "quartiers à risques" (prélevé sur les "taches indûes" genre fourrière, fêtes votives, etc), systématisation de l'ilôtage dans toute la ville, réorganisation de la BBS (flics en civil) qui patrouillent jour et nuit...
De l'autre, **une expérience pilote de prévention**, avec la mise en place d'un *Centre de loisirs de la jeunesse* (CLJ), à la Bricarde, un quartier-ghetto du 15e arrondissement de Marseille.
Une dizaine de flics, tous «*sportifs de haut niveau*» et volontaires, ont donc troqué pour l'été leur uniforme contre des tee-shirts et des shorts, et se sont transformés en "gentils animateurs" pour ce centre social un peu spécial.
Les moyens techniques et financiers n'ont pas manqué non plus: sur place, tables de ping-pong, baby-foot, ballons et divers matériels sportifs; mais aussi, ballades en zodiac à Corbière, sorties en mer pour de jeunes harkis des Tilleuls, vélo tout terrain dans la région, natation sur les plages du littoral, tennis, volley, foot; un "match amical" sera même organisé entre des jeunes de la cité de la Cayolle et une équipe de policiers marseillais (qui l'ont emporté 4 à 3), au nom de «*la compréhension dans le sport*» ; des leçons de conduite avec la Prévention routière; enfin, top du top, **huit motos (Honda 125) offertes par le Ministère de l'intérieur** pour des stages de cross, encadrés par des CRS, sur les hauteurs des carrières Foresta...
Seront aussi mises à contribution diverses associations locales (avec quelques beurs de service pour le décorum), ainsi que l'association des commerçants de Bricarde et du Plan d'Aou, trop heureux du soudain afflux de l'encadrement policier.
En tout, quelques 6309 jeunes (chiffre officiel!), dont des petits de 10-12 ans, auront participé aux activités du CLJ du Pradel. Ce qui permet à Yvan Delon, directeur départemental adjoint des polices urbaines, d'afficher dans la presse locale une mine satisfaite et untriomphalisme sans réserve: «*nous avons réussi à prouver que les policiers sont capables de communiquer avec les jeunes*». Et d'annoncer dans la foulée que l'expérience du centre social se poursuivra au-delà de l'été avec l'organisation d'activités le soir et le week-end, toujours sous égide policière.

L'envers négatif d'un succès mitigé

Mais visiblement, tout le monde n'est pas de cet avis. Et pour cause, il vaut mieux éviter la confrontation avec les keufs en dehors des "expériences pilotes" lorsque l'on est un lascard. Une nuit donc, des inconnus ont cambriolé les locaux du CLJ de la Bigarde: «*les casseurs ont raflé du matériel de sport et ont commis diverses dégradations*» (Le Méridional). Un autre soir, à la cité des Tilleuls, dans le 13e arrondissement, «*un correspondant anonyme avait averti le Pc radio de l'Evêché* (préfecture de police de Marseille) *qu'un homme avait été blessé dans la cité. Aussitôt plusieurs patrouilles ont été dépêchées sur les lieux, mais il s'agissait d'un "piège". Les policiers ont fait demi-tour*» ... sous les jets de pierres (Le Méridional).
Fin octobre, encore, des coups de fusil de chasse sont tirés et des bouteilles incendiaires (qui ne s'enflammeront pas) sont jetés de nuit sur le commissariat de la Cayolle. Visiblement la rage résiste aux **gadgets socio-sportifs jetés en pâture aux jeunes**: les animateurs-flics ne peuvent faire oublier l'ennui et la misère des banlieues de ce monde.

MOHAMMED PAGNOL

ÉDUCATION

La police fait école

Au cœur des quartiers nord de Marseille, à la cité de la Paternelle, on est habitué aux descentes policières. Maintenant il y a mieux, puisque vient d'y être ouvert en grande pompe l'**Ecole de police de Marseille**, qui s'installe dans les locaux de l'ancien CES "Albert Camus" (!). Près de quatre cent futurs flics viendront y apprendre leur métier sous la direction de Marc Olive, ancien commissaire principal ayant exercé ses talents, entre autres à Vénissieux et aux Minguettes. C'est dire s'ils seront en de bonnes mains, et préparés à s'affronter au "problème" des banlieues.
Tous les élèves sont logés dans les HLM proches de l'école, pour faciliter leur intégration à leur futur milieu professionnel. En effet l'objectif proclamé est de «*préparer le mieux possible les futurs policiers à s'insérer dans ce qui sera leur environnement professionnel: la société urbaine dans sa diversité, ses dysfonctionnements et tout ce qu'elle génère de mal vivre et d'insécurité pour nos concitoyens*».

Une façon discrète (?) d'annoncer la société policière de demain, avec l'omniprésence de zélés serviteurs de l'ordre. Une première à Marseille qui en annonce d'autres, puisque devraient s'ouvrir d'ici peu de semblables écoles à Roubaix dans le Nord, et à Draveil, dans la région parisienne. ■

CLASSES D

PUTAIN D

Les sociologues n'y comprennent rien, les journalistes s'en tiennent aux clichés, les politiciens (petit le secret de la situation sociale dans les banlieues : les pauvres ne veulent plus se contenter des m

LE 3 JUILLET, en pleine psychose rituelle sur un éventuel "été chaud", les *Renseignements généraux* remettaient à Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, un rapport sur la situation dans les banlieues, intitulé «*Violence urbaine: les quartiers à surveiller*». Le document, sensé être confidenciel, est publié (du moins de larges extraits), peu de temps après, par l'hebdomadaire d'extrême - droite *Minute - La France*, assorti de l'habituel tapage sécuritaire.
La lecture de ce texte, qui vise avant toute chose à préconiser des solutions essentiellement répressives à la question – «*un coup d'arrêt brutal au développement de cette violence anarchique par une manifestation concrète de la fermeté des autorités pourrait avoir des effets positifs*» – n'est pas sans intérêt, malgré son style quelque peu administratif, ses relents de sociologie de bazar et sa logique toute policière.
Il a le mérite en tout cas de ne s'embarasser d'aucune mythologie (théorie du complot, fixation sur les bandes, etc.) pour livrer toute l'inquiétude qui saisit nos gouvernants et leurs employés **face à cet éclatant retour des classes dangereuses** que marque la violence sociale dans les banlieues.

Qui sont les casseurs?

En contradiction avec le discours officiel et médiatique, qui privilégie la thèse de la "provocation" par une minorité marginale, les *Renseignements généraux* tentent d'abord de saisir la complexité de la composition sociale des "casseurs", qu'ils désignent sous l'imprécise formule de «*jeunes mal insérés socialement, issus pour la plus part de l'immigration*». Ce qui conduit nos sociokeufs à deux constats.

■ Tout d'abord l'existence d'une *différenciation* au niveau des "bandes":
— D'un côté «les bandes organisées et mobiles se rattachant à la mouvance zoulou (rap, tag), dont le territoire est celui de leurs chasses (lignes de RER, du métro, Centres commerciaux régionaux desservis par le RER) dans lesquels ils pratiquent la dépouille, le racket, le harcèlement des voyageurs. Ces bandes n'existent pratiquement qu'en Ile-de-France».
— De l'autre; «les "bandes de quartier", sévissant dans leurs cités (quartiers excentrés des banlieues des grandes villes le plus souvent), qui commencent par la petite délinquance localisée (tags, vols en groupe, dégradation de biens publics et privés) et se lancent de plus en plus dans des actions visant à **remettre en cause toutes les formes d'autorité*** (enseignement, police, gendarmerie, justice) et même des institutions aux "images normalement très positives (pompiers, facteurs)", sans compter les lieux de vie conviviaux et festifs ("supermarchés, cafétérias, centres sociaux, maisons des jeunes").

■ Ensuite, et surtout, la reconnaissance que la violence sociale n'est pas imputable aux seules "bandes", mais qu'elle catalyse **l'insatisfaction et la rage d'une fraction non négligeable des populations de banlieue**. Ainsi, dans un chapitre consacré aux Yvelines le texte concède-t-il: «au-delà des quelques 100 à 200 jeunes présents lors des phases aigües de la violence, ce sont en fait des milliers d'autres qui sont et se sentent concernés, ainsi qu'en témoignent la forte participation des banlieues aux manifestations lycéennes de fin 1990 et le soutien apporté aux camarades dans des manifestations ou démarches (1000 personnes à Sartrouville).
Bien sûr la logique policière n'est pas à même de saisir les fondements réels de la révolte (l'ennui, l'insatisfaction, la frustration face aux marchandises offertes à la consommation et innaccessibles, l'exclusion, etc). Lorsque l'on considère qu'un *supermarché* est un espace de convivialité, il y a des choses que l'on ne peut pas comprendre... Le rapport perçoit néanmoins **le véritable risque de cette situation: sa possible extension** à l'ensemble des pauvres des banlieues, au-delà des jeunes et des bandes.

Un défi au pouvoir

Ce qui inquiète donc avant tout, c'est cette tendance – dont, la "violence" n'est que l'expression visible, d'après le rapport – à une remise en cause de l'autorité, donc de toute la logique de soumission et de passivité face au monde tel qu'il est. «L'aspect "révolte" est parfaitement mis en évidence par l'extension à toutes les formes d'autorité, de l'agressivité manifestée par les jeunes». Enseignants, officiels municipaux, gouvernement et partis, animateurs sociaux, police, contrôleurs de trains et de bus, journalistes, vigiles («qui font maintemant l'objet de provocations systématiques quotidiennes»), etc. Aucune autorité n'est plus "respectée" et risque d'être considérée comme ennemi, et donc provoquée.

■ De fait, «cela donne une petite délinquance arrogante, provocatrice, anarchisante, qui crée un climat d'insécurité et instaure des sortes de "sanctuaires", d'espaces de non-droit d'où les représentants de l'autorité se trouvent exclus et où les petits trafics illégaux se trouvent facilités (consommation ou vente de drogue, recel et vente d'objets volés). Toutes ces bandes d'aujourd'hui, qui rappellent à certains égards les éternelles bandes d'adolescents, offrent cependant une particularité remarquable: pour elles, **la police n'est guère plus qu'une bande adverse**, qu'on cherche à entraîner par ruse ou par force dans des jeux dont on a soi-même fixé les règles».

■ Mais, plus globalement, poursuit le texte (toujours dans la partie consacrée aux Yvelines), «de plus en plus de jeunes refusent toute entrave, considérant le vol dans les supermarchés comme normal, leur quartier comme leur propriété exclusive... vivant une "réalité" totalement surréaliste faite de BD, de films où la force et la violence sont la seule façon de survivre». Et c'est visiblement cette insensibilité du casseur au charme de la soumission à l'autorité et au pouvoir qui constitue pour les *Renseignement généraux* l'essence du danger: c'est l'ordre social qui se trouve remis en cause. Et ils saisissent là une vérité profonde. Les "casseurs", en n'étant pas si marginaux que ça par rapport à la masse des *exclus* qui peuplent les banlieues, et en s'attaquant à l'exercice matériel du pouvoir, représentent **un danger bien plus grand encore que celui des émeutes**...

Le constat de l'autonomie

Dans le tableau dressé, un autre point mérite d'être relevé: le constat d'impuissance et d'inefficacité des mécanismes traditionnels d'encadrement et de représentation (partis, syndicats, associations, groupuscules). Ce dont parle le rapport là, – dans une logique toute policière – c'est de l'échec et de l'impuissance des «tentatives de récupération», qui privent en fait l'Etat de **ses relais habituels de médiation et de pacification** («toutes les tentatives de récupération, qu'elles soient politiques, re-

NGEREUSES

DE ZONE !

u grands) ne racontent que des conneries… Heureusement la littérature policière est là pour nous livrer es du vieux monde, et pour le faire savoir ils sont prêts à foutre en l'air cette putain de boulangerie…

ligieuses ou associatives, sont vouées à l'échec»). L'Etat se retrouve ainsi de fait sans interlocuteur.
Qu'il s'agisse du PCF, qui a tenté de peser de tout le poids (en particulier financier et militant) des municipalités qu'il contrôle encore; des "mouvements d'extrême-gauche" (y compris les groupes radicaux comme nous ou *Mordicus*); des islamistes, qui malgré un certain activisme, ne jouissent d'aucune véritable influence; ou encore des «relais associatifs du type "SOS Racisme", "France Plus" [qui] n'entrainent pas non plus l'adhésion, bien qu'ils soient mieux adaptés au phénomène».
Pour les flics, un autre facteur se révèle dangereux. A côté du risque mainte fois rabaché de répétion "d'incidents graves", ils craignent «le risque de création de coordinations»… On vous laisse imaginer **ce qui se passerait si les pauvres se mettaient à s'occuper de leurs propres affaires** et à s'organiser.
Heureusement – petite note d'espoir dans ce tableau apocalyptique – «pour l'instant, les relations inter-quartiers sont peu nombreuses et surtout limitées à des associations qui cherchent à dialoguer, à provoquer la création de structures de concertation avec les élus ou le gouvernement. "Banlieue 89", "Résistance des banlieues", etc… s'en tiennent à ce rôle». Optimisme contrasté par le constat fait dans une autre partie du rapport, que là où existent des formes de solidarité (par exemple dans la Vallée de la Seine), **la police a plus de mal à maîtriser la situation**, alors que là où règnent des rivalités ou conflits "inter-ethniques" (par exemple dans le Val d'Oise), celle-ci peut intervenir plus efficacement.

C'est la canaille? Et bien j'en suis !

Rien de bien renversant dans tout celà, si ce n'est, quand même la confirmation de ce que nous sommes de plus en plus nombreux à ressentir: dans l'effervescence des banlieues, il y a *plus* qu'un irrationnel malaise social, mais une véritable révolte, qui au-delà de la violence, exprime l'essoufflement de ce monde. **Les jeunes de la zone secouent aujourd'hui la chappe de plomb de la passivité syndicale et consommatrice** qui a étouffé leurs salariés de parents pendant des années et des années.
L'insurrection des banlieues est souvent sympathique (attaque de la marchandise et de l'autorité), parfois craignos (machisme, viols, logique de bandes). Mais elle est en tout cas révélatrice de la profonde insatisfaction que suggère le monde tel qu'il est et du ral'bol face à l'ennui et à la pénurie généralisés. Comme l'écrivait il y a peu Roger Knobelpiess, «*l'angoisse de la jeunesse est belle, lorsqu'elle se met à brûler la marchandise*». Elle est surtout belle de ce qu'elle porte de promesse d'un salutaire désordre. Il ne tient jamais qu'à nous de parcourir le chemin de la révolte à la révolution…

SERVICE AUTONOME DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉREUX

« Si l'on me demandait de rester les bras croisés en attendant que le temps passe ou de soigner mon angoisse en tapant dans un ballon, je le prendrai comme une insulte »
Charles Pellegrini, dans "*Demain la guerre civile*", ex-chef de la Cellule anti-terroriste de l'Elysée

NE REVEILLEZ PAS UN FLIC QUI DORT

31 Aout — On a volé un flingue, trois chargeurs, des balles et un talkie-walkie aux gendarmes de Pompey. Ils ont rien entendu. Ils dormaient dans leur bagnole, du sommeil des justes, comme on dit…

DANSENT LES FLAMMES, CRAME LA NUIT

9 septembre — Deux voitures ont été incendiées et cinq véhicules de gendarmes ont été endomagés lors d'affrontements qui ont opposés 200 jeunes aux flics à Pont de Claix, à la périphérie de Grenoble. Bilan aucune arrestation.

RAVAGES SAUVAGES

25 Octobre — Pour parvenir à s'emparer d'un million de francs de bijoux dans une joallerie nichée au fond d'une galerie commerciale à Saint-Maximin, près de Creil, un gang de "défonseur", utilisant une voiture comme bulldozer, a fracassé successivement la porte d'entrée d'une grande surface, puis une dizaine de vitrines, et enfin un rideau de fer. Les dégats provoqués par cette pénétration nocturne au cœur du centre commercial sont estimés à quatre fois le butin de la bijouterie elle-même.

ON SE VENGE SUR LE COMMISSARIAT

23 septembre — C'est vers 23 heures que plusieurs dizaines de jeunes ont pris d'assaut le commissariat annexe de la ZUP de Chambery-le-Haut (citée il y a peu par Michel Delebarre, ministre de la ville, comme « *exemple de réhabilitation* »). Plusieurs dizaines de flics ont dû intervenir, et ont patrouillé toute la nuit, dans cette cité où le climat s'était tendu récemment. Ainsi la veille, cinq coups de fusil à pompe avaient été tirés contre un dancing dont le patron refuse l'entrée aux jeunes arabes.
Qui dira qu'on s'ennuie en province ?

RENDEZ-VOUS MANQUÉ MAIS PAS POUR LE SUPERMARCHÉ

18 novembre — Deux bandes rivales se sont données rencard à Saint Michel-sur-Orge, l'une des deux ne viendra pas… Dommage pour le supermarché, c'est lui qui a morflé.
Cela commence à devenir une véritable habitude.

PRÉVENTION

War game urbain

Au cours d'une récente séance de l'Institut de criminologie d'Aix-en-Provence, consacrée à «*La montée de la délinquance dans les villes*», les responsables policiers marseillais en ont profité pour se faire mousser un peu. Outre la systématisation de l'ilôtage, la nomination prochaine d'un "Monsieur sécurité", et l'expérience pilote du Centre de loisirs de la jeunesse de la Bricarde, ils ont vanté le **plan informatique de lutte contre l'insécurité** récemment mis en place. «*De fait, la ville a été littéralement "rentrée" dans un ordinateur central, secteur par secteur, les méfaits commis sont connus quasiment en temps réel*» s'extasie un journaliste du Provençal, qui ne manque pas de remarquer que «*connaitre l'évolution de la délinquance permet de l'anticiper*». Comme disait l'autre, Big brother vous matte partout…

CONTRADICTION

La banlieue des branleurs
(ou la raison de la plus forte)

Scène banale – Un keum avec sa deban dit à ma pote qu'est en jupe : « *Eh ! P'tite lopsa, on va te bouillave !* ». Un moment plus tard, tout seul, il fera le canard.
« Quand ils sont en bande, ils se croient puissants. », dit Fatima en voyant passer c't'encouillé ; il n'a pas saisi le jeu de mots. Et vous ? Il n'est pas nécessaire d'évoquer le sexisme du langage des bandes, semblable à celui de la mafia - ce qui m'interesse c'est de comprendre le paradoxe suivant : on lutte contre des oppresseurs, mais on conserve, voire on accentue un de leurs points de vue, une de leurs violences. Pourquoi ? **Y a-t-il une nécessité à l'oppression** (en général, et à celle sexiste en particulier) pour qu'elle demeure, même au sein de groupes de personnes dont la lutte est similaire à la nôtre ?
Il est aisé de cracher sur le système quand on est opprimé et de s'en accommoder " en tout bien, tout honneur ", d'aller jusqu'à le reproduire allègrement lorsqu'on est officiellement détenteur de la violence, oppresseur en toute normalité. Seulement un peu de questionnement et un peu plus de révolte sont nécessaires à cet endroit.

La femme pour les bandes de banlieue, qu'est-elle en grande partie ? Mère-sous- merde (qu'on nique volontiers : quel barbare matriarcat y a-t-il à briser ? Je ne sais pas) ; sœur-sous- foutre,… meuf-poupée- gonflable pour se vider les burnes — jolie panoplie Et je n'exagère qu'à peine.
Se refuse-t-on encore à voir l'analogie entre sexisme et racisme ? Ou ne focalise-t-on pas sur ce dernier parce qu'il touche aussi bien des hommes que des femmes— que **l'Etat s'en est approprié le combat**, l'a médiatisé pour calmer les foules — alors que le sexisme somme toute… Pur délire de laiderons féministes boutonneuses, mal-baisées ou même pas baisées

PHOTO : OLIVER HARDY

du tout ! Elles nous emmerdent à la fin ; ça existe encore ? **Mais qu'est-ce qu'elles veulent ?**
Pour en revenir à notre banlieue, il est dur de constater que pour se faire " respecter " par un gars de la zone qui nous agresse il faut lui en imposer. Et je ne vois que trois possibilités : soit par un langage " intello ", si on le sent (et encore !); soit par un langage " banlieusard " , le tout poussé à l'extrême, le port du masque est donc obligatoire. Enfin — et c'est la seule solution qui ait fait ses preuves, ce qui est bien lamentable ! — lui foutre une dérouillée, bref lui casser la gueule.

Dans les trois cas, il n'y a pas de dialogue possible, qu'un jeu subtil de cruel psychologisme " à la mord-moi-le-nœud " où la seule réponse est la violence contre tant de barbarie.
Vous recevez une violence, nous en recevons une double (en tant qu'être humain, et en tant que femme). Alors, ne vous trompez plus d'ennemis — une femme n'est pas " seulement " une " jolie p'tite chose " ; s'il faut aussi se battre contre vous " charmants jeunes gens ", nous nous battrons. (Et je pense à toutes les copines agressées).

C. T. P. (CASTRE TON PERE)

P.S. — *Désolée pour la réciprocité, mais vous l'avez bien cherchée. Une nana d'Auber (villiers bien sûr !).*

INTÉGRATION

Il est déporté pour l'avoir ouvert

A six heures du matin, le 23 octobre dernier, la police se présente chez Sadok Soudani. Le lendemain il se retrouve en Tunisie, son "pays d'origine", avec dix sacs en poche.

Sadok Soudani, un jeune tunisien de 25 ans, né en Seine Saint-Denis, vient de connaitre " en direct ", comme des centaines d'autres immigrés, une procédure d'expulsion.
«*J'ai juste eu le temps de prendre ma malette et 100 francs*, raconte-t-il à un journaliste du Monde, *ils m'ont dit que je pourrais aller à mon travail dans la journée*».
Placé en garde à vue pour une affaire de vol de voiture – dont il est disculpé le jour même – les flics lui annoncent alors l'abrogation immédiate de son assignation à résidence et son " départ " imminent pour la Tunisie.
Après une nuit au commissariat, et un bref coup de téléphone à ses parents, Sadok est **conduit menottes aux poignets à Orly et embarqué de force** dans le vol de 14h30.
Condamné à deux reprises pour vol, puis pour vol avec arme, en 1984 et 1985, Sadok avait fait l'objet en 1988 d'un arrêté d'expulsion signé par Charles Pasqua, alors ministre de l'intérieur. Après la reélection de François Mitterrand, cet arrêté d'expulsion avait été remplacé par une assignation à résidence dans les Yvelines. Depuis il n'avait plus eu affaire à la justice.
En juin 1989, il avait même trouvé du travail au Crédit lyonnais d'Argenteuil, tout en pointant toujours deux fois par mois au commissariat des Mureaux. Participant à la vie associative locale, pour «*aider les jeunes de la rue*» comme il dit, il n'en était pas pour autant devenu un mouton. En février de cette année il devait être condamné pour " outrage à magistrat " après avoir balancé quelques vérités à la gueule du Maire d'Argenville. Cela suffit en tout cas pour qu'il soit **considéré par le ministère de l'intérieur comme un " meneur " et un " agitateur "** au «comportement dangereux pour la sécurité publique». Le premier prétexte venu, et saisi au vol, a fait l'affaire pour se débarasser de ce jeune qui refuse de fermer sa gueule. «*Le gouvernement expulse Sadok Soudani, qui est né en France, en vertu d'un texte voté par le gouvernement Chirac*» s'indigne son avocat, Me Alain Mikowski, qui demande son retour. En tout cas le gouvernement n'a pas hésité à contourner dans cette affaire la " loi Joxe " , adoptée après le retour des socialistes au pouvoir en 1988, et qui " protège " de l'expulsion les étrangers nés ici... Les socialos ne sont plus à une contradiction (et une crapulerie) près. En tout cas le message est clair pour tous les agités des banlieues: gare à la déportation.

Jo Pento

CHATTERTON

PHOTO : C.G.

LECTURES

Entre phantasmes et réalité

Le thème de la banlieue fait s'agiter les beaux esprits et couler beaucoup d'encre ces derniers temps. Revues (*Esprit, Temps moderne*...), magazines d'actualité, livres traitent du phénomène **avec un goût prononcé pour le spectaculaire : les nouveaux barbares sont à nos portes.**
Parmi les ouvrages parus, on en citera deux. *La Caillera*, d'Anne Guidicelli et *Né en banlieue* de Farid Aïchoune.
Le premier, qui mérite la palme de la bêtise si cela existait. «*Descentes de bandes, dépouilles, viols collectifs, émeutes, casses. Battes, pierres, cocktails Molotov, voitures-béliers, fusils à pompe. Des blessés, des morts. Signé: la Caillera*».
L'objectif de cette journaliste de *Libération* est clair : l'amalgame. Dépouiller, violer, casser une vitrine, participer à une émeute sont une même et seule chose; et c'est le fait d'une mouvance repérable, constituée qui aurait pour nom, la *caillera*. Paroles de flics, paroles de journaliste. A la recherche de son objet, la racaille, A. Guidicelli se rend sur le terrain pour soumettre à l'interview les dangereux lascars. **Tout au long des 215 pages de son torchon**, elle nous promène, nous, les malheureux lecteurs, dans l'univers des bandes les plus perverses, des plans de dépouilles aux récits de viol, de taule, de cités, traquant avec acharnement, la substantifique moelle de la *caillera*. Quand elle trouve les bons cobayes, elle nous assène leurs paroles en verlan, ignorant sans doute, dans son immense stupidité, que le verlan n'est pas né en 1990. **En verlan ,c'est sûr, ça fait vécu**.
Enfin, dans un spirale discursive qui nous a laissé pantois, elle dévoile sa décourte finale: le casseur est un zoulou reconverti. «*Formé à l'agression et aux règlements de compte collectifs, redevenu simple caillera de cité, il intègre désormais son savoir-faire zoulou, au sein d'émeutes de cité ou de casses organisés*». Désespérant peut-être de trouver le casseur idéal, elle en imagine le discours. Ce qui donne: «*Parce que le temps de l'émeute, je me suis bien défoncé, j'ai montré qui j'étais, j'ai fait plus fort que la cité d'à côté, et surtout je m'en suis mis plein les pôches...*».
Et de rythmer l'ensemble avec ses propres formules du genre "l'année-cité"ou "Cité, votre année d'émeutes" pour conclure: «*Organisé, la caillera. Elle est le bras armé de la cité*».
Pour donner un ultime frisson aux lecteurs, elle ne peut s'empêcher de reprendre les tuyaux éculés des flics, en insistant sur la présence des petits enfants d'*Action Directe* parmi les fiers émeutiers de Vaux-en-Velin. **Un peu de terrorisme, ça fait toujours vendre**.
En tout cas, notre brave journaliste était à Argenteuil et s'est bien vite aperçu que le casse du supermarché n'était que la conséquence d'un rendez-vous manqué avec la bande de Monfermeil. Inutile de continuer, vous aurez compris, à déconseiller absolument.
Farid Aïchoune a le mérite de moins de moins en rajouter dans son livre *Né en banlieue* même s'il endort le lecteur dans un ron-ron démocrate et intégrationiste.
Il aura au moins saisi que le phénomène des bandes ne date pas de la dernière décennie et que loin d'être univoques, elles sont le lieu des plus grandes contradictions.
Sur Argenteuil (le RDV manqué), il recueille les propos d'un jeune actif dans le casse du Leclerc: «*Les jeunes ont cassé et les grandes personnes ont en bien profité... Ma mère m'a dit que j'aurai dû prendre de la lessive et du Mir... Je ne regrette pas, c'était un peu la fête, fallait voir les mômes avec pleins de boîtes de kinder-surprise. pour eux, c'était géant, et moi, je me sentais un peu Robin des Bois*»...
A se procurer, mais lecture critique, quand même!

Agita Prop

Aventure urbaine: «Vos papiers»

■ **Les contrôles d'identité** sont désormais une réalité quotidienne quasiment admise. Toujours plus fréquents, jeunes, beurs ou futurs délinquants de la ligne D, tout le monde sait plus ou moins de quoi il en retourne. Il existe en la matière une législation qu'il n'est pas inutile de connaître tant il est vrai que le charme des pratiques policières nous laisse parfois pantois. . .

■ **Un flic a le droit de vous demander vos papiers** d'identité, et si quelques restrictions sont prévues par la loi, l'emploi de termes aussi vagues qu'*indice, présumer que, tenter de, se prépare à* ou *susceptible de* permettre dans la pratique de contrôler n'importe qui. De plus, la loi du 4 décembre 1986 instaurée par le mémorable Ministre de l'intérieur de l'époque, Charles Pasqua, autorise dorénavant les contrôles destinés à «*prévenir l'ordre public*», vaste programme qui prévoit tous les cas ou presque.

■ **N'importe qui ne peut pas vous contrôler**. Par exemple les agents de polices municipaux, qui existent dans de nombreuses villes et portent souvent le même uniforme que les policiers nationaux, ne sont qu'agents de police judiciaires adjoints. Il ont surtout une fonction de surveillance. Ils n'ont pas le droit de procéder à des contrôles d'identité, d'interroger, de fouiller, de photographier, ou de ficher des personnes suspectes. Il en est de même pour les appelés du contingent (reconnaissables au bandeau vert sur leur casquette).

■ **La carte nationale d'identité n'est pas obligatoire.** Le décret du 22 octobre qui l'a créée a rendu sa possession facultative. D'autres documents administratifs (passeport, permis, carte de sécu...) sont donc parfaitement valables même s'ils n'ont pas la même force probante aux yeux des flics. Précisons qu'aucun papier n'est obligatoire pour les personnes de nationalité française (elles sont seulement tenues de justifier leur identité si un flic la leur demande). Il n'en est pas de même pour les étrangers que l'article 78-2 du *Code de procédure pénale* obligent à présenter leur autorisation de séjour. Faute de tout papier pouvant justifier de votre identité, il est probable que vous serez conduit au commissariat de police pour «*de plus amples vérifications*».

■ **Lors d'un contrôle**, le flic ou le gendarme doit se borner à constater que la personne qu'il interpelle est en mesure d'établir son identité. Si la carte présentée n'est pas falsifiée et correspond à la personne qui la présente, le contrôle doit normalement s'arrêter. La personne contrôlée ne doit pas être retenue plus longtemps.
Or, souvent, les flics n'en restent pas là, et il n'est pas rare qu'un policier qui vous demande de vos papiers vous pose quelques questions sur votre itinéraire ou sur vos intentions. **Ce sont là des pratiques illégales**, il est donc conseillé de refuser de répondre. Autre abus : la fouille. En effet les flics ont pris l'habitude de demander aux personnes contrôlées d'ouvrir leurs sacs ou de lever les bras pour procéder dans la rue à une fouille corporelle. De même, il est fréquent qu'un policier s'empare d'autorité du portefeuille d'une personne contrôlée pour en sortir ses papiers d'identité et fouiner un peu partout. Ceci est tout à fait illégal.
La fouille à corps est assimilée par la *Cour de Cassation* à une perquisition. Elle ne peut donc être effectuée que dans deux cas précis : lorsqu'il y a flagrant délit et que la personne fouillée peut raisonnablement être soupçonnée d'avoir participée au délit qui vient d'être commis ou lorsque que le contrôle entre dans le cadre de recherches judiciaires ordonnées par un juge d'instruction. Dans ce dernier cas, les policiers doivent être porteurs d'une *commission rogatoire* suffisamment précise pour qu'il ne puisse pas y avoir d'hésitation sur la ou les personnes visées.
De plus, seul un officier de police judiciaire (OPJ) peut en prendre l'initiative. Cependant la pratique policière s'est efforcée de contourner ces dispositions en introduisant la «*fouille sûreté*». Elle consiste en une simple palpation visant à retirer à la personne interpellée tout objet qui pourrait lui servir à blesser, frapper ou tuer un policier. Si, lors de cette " fouille sûreté " , le flic sent un objet suspect, qu'il croit, par exemple être une arme, il peut fouiller plus complètement la personne. Dès lors on voit mal où se situe la différence entre une " fouille perquisition " et une " fouille sûreté ". Précisons enfin que l'on peut être fouillé " à corps " que par un flic ou un gendarme de son sexe.

■ **Si la personne contrôlée refuse** ou se trouve dans l'impossibilité de justifier de son identité, elle peut être retenue sur place ou être emmenée dans un local ou dans un véhicule de police afin d'être l'objet d'une vérification d'identité.
Dans n'importe quel cas, l'intéressé doit être présenté immédiatement à un officier de police judiciaire. Celui-ci doit sans tarder mettre la personne retenue «*en mesure de fournir par tous les moyens les éléments permettant d'établir son identité*». Cela peut consister en la présentation de nouveaux papiers (quittance de loyer, etc.). On peut également faire appel à des témoignages, etc.
La personne doit être informée avant toutes ces vérifications qu'elle a le droit de faire aviser le procureur de la République de sa présence au commissariat pour vérification d'identité. A tout moment, elle peut également prévenir sa famille ou toute personne de son choix.
C'est là un droit important dont on ne doit pas hésiter à user, surtout si l'on craint que la vérification ne se prolonge.
Lorsque la personne retenue a moins de 18 ans, elle doit, sauf impossibilité, être assistée de son représentant légal (parent ou tuteur), que l'on doit avertir avant toute vérification. Le procureur est obligatoirement averti dès le début de la " rétention ".
Pour une vérification d'identité, **on ne peut être retenu plus de quatre heures** à compter du début du contrôle dans la rue. Cette vérification peut toutefois être suivie d'une garde à vue. Si la personne persiste dans son refus de donner son identité ou si elle fournit des renseignements manifestement inexacts, elle peut faire l'objet d'une prise d'empreintes digitales et de photographies. Cependant le procureur de la République ou un juge d'instruction doit avoir au préalable donné son autorisation. Il faut aussi que cette mesure constitue l'unique moyen d'établir l'identité de l'intéressé et non un procédé pour alimenter les fichiers. Toutes les autres sortes d'investigations doivent donc avoir été utilisées auparavant.
Celui qui dans ses conditions refuse de se laisser prendre les empreintes digitales ou photographier risque 10 jour à 3 mois d'emprisonnement et une amende pouvant atteindre 15 000 francs. La contrainte physique n'est pas prévue par la loi ce qui ne veut pas dire que dans la pratique elle ne soit pas employée.

■ **La vérification d'identité** doit donner lieu de la part de l'officier de police judiciaire à la rédaction d'un procès verbal. Il doit y indiquer les motifs qui ont justifié le contrôle puis la vérification d'identité (heure, conditions, les mesures prises, etc.). Le procès verbal est présenté à la signature de l'intéressé. Celui-ci après l'avoir lu, peut refuser de le signer. Il est possible d'en demander une copie.
Si l'on constate un abus ou une infraction lors d'un contrôle d'identité, **il est possible de porter plainte ou de présenter une réclamation**. Les policiers doivent porter leur numéro matricule sur leur casquette ou au revers de leur uniforme, il n'est alors pas inutile de le noter. Pour ne pas froisser la susceptibilité des cognes, il est préférable de ne pas porter plainte contre un flic dans un commissariat mais de l'adresser par courrier au procureur de la république. Sachez cependant que ce genre de démarche n'aboutit qu'assez rarement (mais ce n'est pas une raison pour ne pas essayer).

Smith W.

■ *Pour de plus amples informations, «Le guide du citoyen face à la police» de Denis Langlois, éditions La Découverte.*

SOCIALISME, ÉCOLOGIE ET DÉMOCRATIE

Durant des décennies le monde du socialisme réel nous a été présenté comme "globalement positif". Les intellos de gôche, au courant des horreurs commises, se taisaient pour « *ne pas désespérer Billancourt* » (Sartre). **Aujourd'hui, on commence à se rendre compte des dégâts écologiques irréparables** perpétrés dans l'ex-Europe de l'Est au nom d'une idéologie qui prônait le développement quantitatif forcené des forces productives (surtout l'industrie lourde) et la maîtrise de l'homme sur la nature. Le bilan est très corsé :

■ Une des plus belles mers du monde, la mer d'Arral, est pratiquement asséchée : les bureaucrates de Moscou ont détourné le cours des fleuves qui l'alimentaient pour produire du coton dans les déserts. Résultat : catastrophe naturelle et une population de marins et de pêcheurs réduite à l'assistanat.

■ Installations pétrolières vétustes déclenchant des marées noires quotidiennes dans la mer Caspienne. Apparition de maladies liées à cette pollution.

■ Industries pétro-chimiques extrêmement polluantes dans les Pays Baltes. Des populations entières sont obligées de migrer car atteintes de multiples maladies. Les enfants et les vieillards sont les plus touchés ; l'espérance de vie diminue.

■ Au moins un chalutier à propulsion nucléaire repose au large de la mer baltique avec tout son carburant.

■ Des dizaines de fûts contenant des déchets hautement radioactifs sont déposés au large de cette même mer.

■ Des sous-marins nucléaires soviétiques sont échoués au fond des océans.

■ L'industrie nucléaire des ex-pays de l'Est est également en complète décrépitude. On estime à 64 le nombre des centrales comportant de très graves défauts. Les réacteurs de type RBMK (Tchernobyl) et VVER440 n'ont pas de double système de protection, contrairement aux centrales occidentales. Le problème soulevé par la centrale de Kozlodury en Bulgarie est exemplaire : les Européens sont en train d'essayer de la rafistoler alors que sa fermeture s'imposerait. Mais Kozlodury produit 40 % de l'électricité bulgare...

Pire, le régime soit-disant issu de la classe ouvrière n'avait même pas prévu, en cas d'accident, un plan de sauvetage cohérent. Après la catastrophe de Tchernobyl, des populations ont attendu plusieurs semaines, voire plusieurs mois, avant d'être évacuées. Quant aux ouvriers et aux techniciens venus "stabiliser la situation", ils sont pratiquement tous morts aujourd'hui. **Le plus macabre dans cette situation est quand même le fait que cette machine à tuer fonctionne toujours**, un récent incendie dans le bloc des turbines - dont on nous "assure" qu'il est sans danger - venant d'ailleurs de se produire au début du mois d'octobre.

A l'évidence, les régimes socialistes, reposant sur le principe de la centralisation des décisions, ont instauré un rapport mortifère entre l'homme et la nature. Il faudrait néanmoins être aveugle pour penser que cette double destruction est restée l'apanage de ces seuls régimes.

Les sociétés occidentales ont, depuis longtemps, causé des ravages écologiques. L'énergie nucléaire, plus sûre qu'en Europe orientale, pose néanmoins les mêmes problèmes de sécurité. Des incidents fréquents apparaissent, surtout dans un pays comme la France qui n'a jamais renié l'optique du "tout nucléaire". Ainsi à Fesseinheim un défaut métallurgique a-t-il été détecté le 13 septembre dernier lors d'un contrôle de la centrale nucléaire. Le problème des déchets est également crucial. On vient d'apprendre qu'un million de mètres cubes de déchets radioactifs seront stockés dans le département de l'Aube. Or il faut compter trois siècles avant que, suppose-t-on, ils ne représentent plus un danger pour l'environnement.

On assiste quand même, depuis environ vingt ans, à une prise de conscience des populations. Les luttes pour la défense de l'environnement sont même celles qui sont le plus empreintes de la notion d'autonomie. Les Etats et les groupes industriels trouvent de plus en plus sur leurs chemins des agrégations de groupes et d'individus déterminés à s'opposer à leurs volontés destructrices, sans pour autant forcément rechercher des médiations au plus haut niveau. Ainsi plus d'un millier de personnes ont manifesté le 28 septembre à Forbach (Moselle) contre le projet de la compagnie américaine Waste Management de construire un centre de traitement de déchets industriels. On peut rappeler également les luttes contre les projets de barrages sur la Loire ou les actions menées par les randonneurs britanniques contre la clôture de forêts par des propriétaires privés. En la matière, ce qui différencie le capitalisme occidental du socialisme, c'est la faculté d'adaptation du premier. Cette prise de conscience, ces luttes ont engendré deux types de phénomènes contradictoires.

Le premier est la tentative des patrons, "aidés" par des normes plus contraignantes, de développer la production de façon plus qualitative et d'adapter en conséquence l'appareil productif. En retour, cette nouvelle orientation productive lui permet d'ouvrir d'autres espaces de valorisation, la concurrence est moins vive et le consommateur paye plus cher "les produits vaisselle qui ne détruisent pas la couche d'ozone".

Le second est, pour des questions de coût, l'attrait d'une partie du capital vers la délocalisation. L'adaptation de l'appareil productif se révèlant très onéreuse, on déporte le problème vers des pays/régions où les niveaux/contenus des luttes écologiques sont inférieurs et le chômage plus important. Mercedes, par exemple, veut construire un centre d'essai dans le Jura car les Allemands n'en veulent absolument pas ; beaucoup de pays exportent leurs déchets radioactifs vers le centre de La Hague en France. Les normes étant de plus en plus édictées au niveau européen, on préfère à présent exporter les déchets vers des pays d'Afrique ou d'Amérique Latine peu regardants sur la préservation de l'environnement et/ou sur la sécurité de la main d'oeuvre. Ainsi en est-il de l'envoi vers ces pays de déchets radioactifs ou même... ménagers.

La disparition des pays socialistes, caractérisés par une pollution intense et un mépris des populations, est une bonne nouvelle. En Occident, l'écologie devient une idéologie intégrée au système, aide à définir de nouvelles normes de consommation. Conscients du potentiel électoral, les partis politiques français (du FN à la LCR) intègrent la sensibilité aux problèmes écologiques dans leurs programmes. Les améliorations constatées ou à venir ne doivent pas faire oublier que l'organisation mondiale du capital décide une répartition géographique des types de production. Sous la pression notamment de luttes justes mais confinées au Nord, les pays les plus pauvres sont amenés à produire des produits engendrant la pollution la plus importante.

Stan Laurel

. . .

D'UN EXTRÊME À L'AUTRE

L'informatique et ses applications au travail ou pour les loisirs amènent parfois ceux qui s'en servent à de drôles de sentiments. Magie serait bien le mot qui traduirait le mieux le trouble qui s'empare alors de l'individu qui **reprend conscience devant "sa bécane"**. Magie est en outre un bon mot car il provoque un retour à des temps infiniment éloignés du point de vue technologique et si proche socialement (cette barbarie qui sommeille au fond de tous ceux qui sont prêts à s'étriper pour une nation, ou une couleur de peau).

Galilée découvrant le mouvement de la terre, n'évite le bûcher que par ses relations et son reniement. C'est un rapport social extrême, mais en général les innovations technologiques étaient d'abord soumises à la compréhension de tout un chacun, ne serait-ce que pour pouvoir réparer soi-même. Imaginez donc Steve Jobs installé tranquilos devant le marché de n'importe quelle commune du 16e siècle avec polaroïd, scanner, mac et imprimante et sortant la photo du curé maquettée pleine page d'une feuille de chou quelconque : le pauvre... enfin le parallèle vaut ce qu'il vaut mais il nous intéresse pour ce qui suit.

Que s'est-il passé depuis ? L'Inquisition était certes un extrême (tout de même trop répandu) mais la population vivait une situation où on ne pouvait pas inventer toute sorte de chose sans que l'explication ne soit compréhensible pour le plus grand nombre ou expliquée par Dieu. Or aujourd'hui Galilée est la règle. Je veux dire que tous nous vivons à l'autre extrémité, un monde incompréhensible où nous utilisons quotidiennement des objets et des concepts dont on ne sait rien... sans se poser la moindre question sur leur fonctionnement, et comble des combles sans en avoir la moindre envie. Prenez la télé dont les images sont bouffées par 2 à 3 milliards de personnes sans être en aucune manière étonnées de les voir arriver chez eux... comme par magie ! On est là, on appuie sur un bouton et hop le déferlement déferle. L'ordinateur est actuellement la machine la plus "magique" qui soit: t'as une photo, trois gestes et un brin de tête suffisamment vide, et la tronche de ton oncle prend place dans la lettre que tu lui envoies pour son anniversaire. Vous dites numérisée ?; quoi ? bits; comment ? avec des 0 et des 1, tout ça ? Allons bon, comment est-ce possible? Le plus "drôle" c'est que si vous changez entre temps de machine et oubliez le document image c'est elle qui vous rappelle à la conscience : « *Pauvre con, t'as oublié les docs photos, que veux-tu que je foute avec des abrutis comme toi?* » en termes plus commerciaux bien entendu .

Bref, nous voilà propulsés dans un autre extrême : **de l'inquisition à la superficialité**. Le grave de cette plaisanterie est qu'elle ne se cantonne pas seulement au domaine technologique (il y a bien longtemps qu'on prend l'avion sans connaitre Bernoulli, d'ailleurs connu depuis l'informatique pour tous, quelle ironie!) mais déborde allègrement dans le social. Qu'un de Closet, un Tapie, un Béréchirac nous fasse un discours "économique" et voilà tout le monde ou presque qui trouve normal qu'il y ait des mal-payés faisant des boulots utiles (profs, infirmiers, paysans, ajusteurs, etc.) et des bien-payés faisant des boulots inutiles (maquettistes, journalistes, photographes, économistes, banquiers, politiciens). Qu'un con moins hypocrite que d'autres fasse croire qu'un bon français veut bien se farcir un marteau-piqueur et voilà des millions d'abrutis pour le croire, etc.

Mais le pire de cette blague pour enfants aimant les contes cruels comme il se doit, se trouve dans les rapports amicaux entre les gens. Quelle superficialité !

Combien s'use vite l'amitié aujourd'hui: 6 mois et hop on a fait le tour, si tu rentres pas dans le mondanisme, si tu aimes pas ces fausses fêtes où, sâoulé de bruit, tu peux plus parler, où de toutes façons t'es un chieur si tu préfères bavarder plutôt que rire pour rien. Aux libres discussions, vives, alertes, franches, fondées sur le désir d'apprendre sont préférées les modes, les politesses, les réglements de compte entre idéologies surannées. Non, **actuellement l'ami doit être l'ordinateur** sur quoi tu pousses le bouton pour entendre « *y a une fête chez untel, tu viens ?* », « *je fais une bouffe, on dansera* ». Tu pousses le bouton actualité et ça donne : «*Class, les queums des lieubans ont défonsman quinze sequai et trois queufs!* » si jamais quelqu'un rétorque que briser les voitures de gens qui ont peut-être aussi la haine du flic, du travail, des chefs... on te change fissa la carte mère!

Ces quelques pistes sont jetées à l'encan, c'est un coup de pied contre une porte que l'on sait solide. Mais peut-être feront-elles comprendre qu'il ne s'agit pas d'être tous des super-intelligents, des super-sérieux mais soi-même. Et surtout que pour péter plus haut que son cul, il faut vivre en rampant. A vos souhaits.

Agnellu

Poll tax (1)

■ On peut estimer à 1500 au moins le nombre de personnes arrêtées au cours des diverses actions/manifestations contre la Poll Tax. En conséquence, des centaines de personnes ont été **inculpées, jugées et emprisonnées**. Beaucoup d'autres sont toujours en détention préventive. Les emprisonnements pour non paiement s'intensifient – y compris à l'initiative des municipalités travaillistes – même si cet impôt inique a été supprimé.

Hotters

■ Le rodéo est le loisir n°1 des jeunes de la cité de Blackbird Leys, située au au sud ouest d'Oxford. En fait, la voiture fait partie intégrante de leur culture puisque la cité a été construite pour loger les ouvriers de l'usine *Austin Rover Cowley*. Le soir venu, les ouvriers **sautaient la barrière et s'amusaient** avec les bagnoles neuves. La police a profité d'une baisse de solidarité à l'intérieur de la communauté (due aux licenciements chez Austin) pour lancer une très forte campagne de répression. Les émeutes qui s'en sont suivies ont montré que les habitants de Blackbird Leys n'entendaient pas se laisser dicter ce qu'ils devaient faire. Et deux mois après, les rodéos continuent toujours...

DESSIN : AZAGRA

Les jeunes de la cité de Meadow Well, dans le nord est de l'Angleterre, ont découvert une nouvelle façon de faire leurs courses : le ram-raiding. La recette est très simple : on vole des voitures rapides aux riches capitalistes, **on fonce dans les vitrines des boutiques** et on récupère les marchandises. Effrayés, les flics ont réagi en descendant un jeune, Colin. La réaction ne s'est pas fait attendre : les résidents de la cité se sont livrés deux jours durant à des pillages systématiques ; les lignes de téléphones ont été coupées, une station électrique mise hors service pour entraver l'action policière.

Poll tax (2)

■ Une journée d'action s'est tenue le 7 septembre 1991 dans toute la Grande Bretagne. **Cinq rassemblements autour des prisons** ont eu lieu en soutien aux prisonniers incarcérés pour avoir refusé de payer la Poll Tax ou pour avoir pris part aux manifestations. Une conférence nationale de soutient aux prisonniers s'est tenue le 12 octobre à Birmingham.

Scout toujours !!!

■ A Weston, dans le Wirall, le flic Mike Harris faisait faire la visite des cellules du commissariat à des louveteaux lorsque, aussi vif que l'éclair, un galopin de 7 ans **claqua la porte derrière le keuf** qui s'est retrouvé coincé à l'intérieur et a dû appeler par radio un de ses congénères pour le délivrer. Commentaire d'un autre flic : "les gamins trouvaient ça drôle mais Mike, lui, ne rigolait pas !! ".

Poll tax (3)

■ En Ecosse, seulement 15% des sommes dues au titre de la Poll Tax ont été collectées cette année. Rappelons que Thatcher avait pris l'Ecosse comme terrain d'essai pour l'implantation de cet impôt.

POINT DE VUE

De la place de la réunion à quai de la gare

Le 17 avril 1987 le Comité des mal-logés réquisitionne deux logement HLM au 140, rue de Ménilmontant, dans le 20e. A l'époque, toutes les organisations qui, plus tard place de la Réunion, ont soutenu le Comité, nous ont traité d'*aventuristes* et d'*irresponsables*...
En Mai 1988, le Comité des mal-logés (CML) réquisitionne huit appartements HLM de la Ville de Paris. Cette action marque le départ d'une lutte pour **le droit au logement des travailleurs**. L'action situe d'elle-même les revendications: des logements décents à bas prix; et détermine les responsables: les pouvoirs publics.
Nul besoin d'être un économiste éclairé pour comprendre que le logement HLM. **n'est plus destiné à assurer le logement des prolétaires**. On ne peut que constater que les restructurations industrielles, les plans de rigueur aboutissent à la paupérisation croissante d'une partie de la population alors que dans le même temps, le prix des logements ne cesse de croître.
D'autres réquisitions suivront, et quotidiennement, la résistance aux expulsions, la lutte contre les marchands de sommeil s'organisera...
En mai 1990, deux immeubles abritant des permanences du CML sont expulsés (rue de la Fontaine-au-roi et rue des Vignoles) et 48 familles et célibataires jetées à la rue.

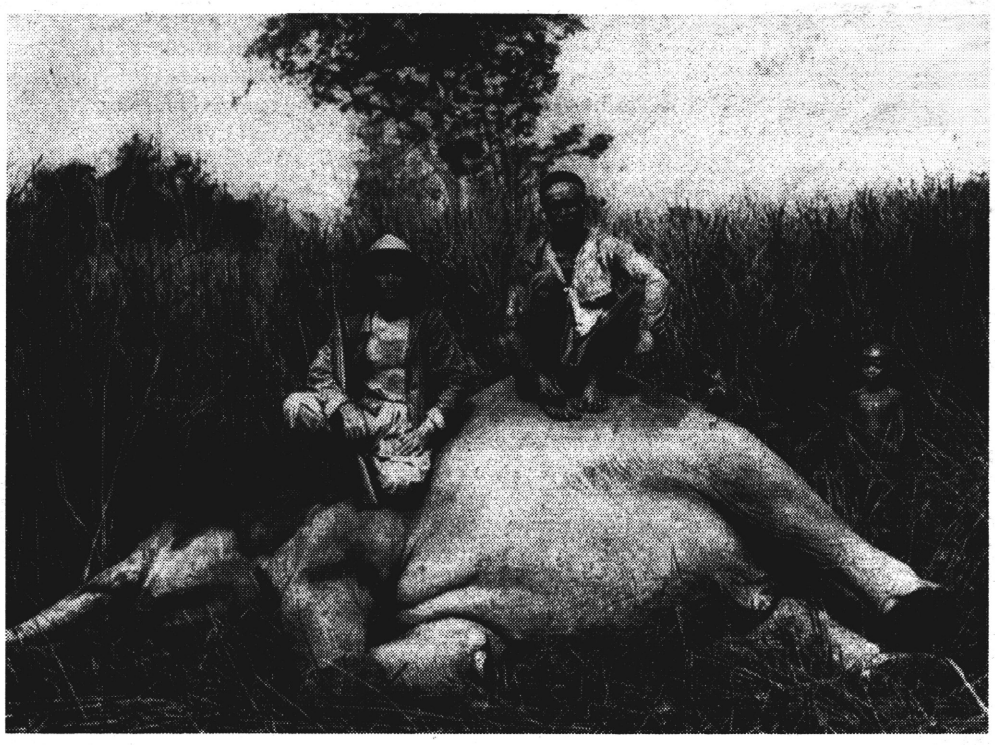
Bien avant ces expulsions, deux tendances s'opposaient au sein du CML, l'une prônant **la négociation sur la base d'un rapport de force** , l'autre prônant la soumission au gouvernement en cherchant à monnayer l'opposition à Chirac, maire de Paris. Face aux expulsions, les membres du CML refont leur unité se regroupant place de la Réunion. L'expérience des années de lutte collective, l'acquis du travail de popularisation dans le quartier ont permis l'occupation de la place de la Réunion pour amplifier la lutte. Dès lors, les familles expulsées camperont place de la Réunion.
Après le relogement des familles expulsées, une partie importante des mal-logés quitte le comité pour créer l'association "Droit au Logement" (DAL) forte du soutien d'organisations politiques et d'autres dites caritatives. Association qui, après quelques tentatives de mobilisation pour l'application de la *loi de réquisition* a été à l'initiative de l'occupation du Quai de la Gare par des familles expulsées.
Sur le terrain, le DAL reviendra aux pratiques d'antant contre lesquelles le Comité des mal-logés s'était constitué. A savoir, diriger les luttes dans des impasses afin de faire accepter aux concernés ce qu'ils refusaient au départ (par exemple les bidonville Algeco de la porte d'Asnière et du quai d'Austerlitz).
Du point de vue des organisations caritatives, Le Comité des Mal-Logés était **un empêcheur de tourner en rond**. Elles n'ont accepté les propositions offensives des occupants de la Place de la Réunion, que dans l'espoir de prendre la direction de la lutte et ont incontestablement marqué des points. Néanmoins, elles n'ont pu détruire le CML qui reste une critique de leur politique. De même, ils n'ont pu réduire totalement des pratiques prises au cours de la lutte: résistance aux expulsions, tendance à l'autogestion de la lutte, refus de la charité et défense des droits légitimes.
Idéologiquement étranger à la lutte de classes, le DAL n'a pas su recréer une dynamique qui, Place de la Réunion avait permis une large mobilisation. Ce sont les mass-media qui sont devenues leur principal outil de propagande et ce sont naturellement les organisations les plus proches du gouvernement (Emmaüs, Ligue des Droits de l'Homme) qui ont imposé leur domination.

En occupant le quai de la gare, instalant un camping (financièrement contrôlé par Emmaüs) dans un secteur isolé et dans des conditions extrêmement dures, **ils se sont assurés de la soumission des familles** pour leur imposer ce qu'elles refusaient au départ.
Sur le fond le DAL ou Emmaüs ont des difficultés à s'imposer comme les représentants des mal-logés et si cela les empêche d'imposer l'ensemble de leurs projets, ils continuent néanmoins à marquer des points. L'Abbé Pierre, vieux briscard de la politique, construit son image médiatique d'humaniste révolté.
Dans cette lutte, la politique du gouvernement est de moins en moins contestée, **et la notion de sous-logement fait son chemin**. Le DAL et Emmaüs tendent à devenir un pôle de référence médiatique sur la question du logement.
Si des familles du CML ont rejoint le DAL et si ce dernier a pu regrouper des mal-logés, c'est qu'il n'existe pas aujourd'hui de force capable d'affronter le système sur le terrain du logement. Aujourd'hui, les mouvements des agriculteurs, des infirmières, des assistantes sociales, des ouvriers de l'automobiles **n'arrivent pas à imposer leurs revenditions**. Dans ces conditions, obtenir des relogements par la lutte apparaît pour la plupart des mal-logés comme une utopie et ils préfèrent bien souvent s'orienter vers une soumission plus ou moins négociée.

Le CML avait réussi avec quelques centaines de mal-logés à susciter un mouvement de solidarité et à entrainer dans son sillage d'autres catégories sociales, paralysant les points de vue lepenistes pourtant puissants dans les quartiers populaires de Paris. Malgré ses succès locaux il n'a jamais pu prétendre **s'opposer à la globalité de la restructuration**. Un tel projet suposerait la mobilisation, l'unification et l'organisation de l'ensemble du prolétariat dans une lutte contre le pouvoir.
En effet, le simple maintien des acquis sociaux (logement, salaire, santé, etc.) passe par la construction d'un rapport de force global contre une bourgeoisie qui ne cèdera partiellement que si elle est menacée dans sa propre existance.
Quand à la résolution durable et globale des problèmes de logements, il faut envisager la fin de l'exploitation. De tels rapports de force se construisent en premier lieu dans les luttes, en réinvestissant les expériences pour développer la conscience et l'organisation du prolétariat, pour la défenses de ses intérets. Si un tel travail suppose tenir compte de la réalité du niveau des luttes, il n'autorise pas de se faire les complices d'organisations tel que le DAL qui loin de développer l'émancipation des prolétaires, s'emploie pour maintenir l'exploitation, à diviser, soumettre et détruire toute identité de classe.

GROUPE DE PROLÉTAIRES VERS LE COMMUNISME (GPVC)

■ Exraits d'un texte du GPVC résumé ici par la rédaction de *Quilombo*. On peut se reporter à la brochure leur, *Oser lutter, oser vaincre: l'expérience du Comité des mal-logés*. Loin de partager la ligne de ce groupe, toute la partie historique et l'analyse du rapport de force sur le terrain du logement fait par ce collectif nous semble interessants. GPVC c/o Octobre, BP 781, 75124 Paris Cedex 03.



ARCHIVES COLONIALES

1992

500 ANS, ÇA SUFFIT !

Depuis plusieurs mois déjà, sur les deux rives de l'Atlantique, se prépare la célébration dans le faste et le tapage spectaculaire du **cinq centième anniversaire de la découverte de l'Amérique** par Christophe Colomb.
Une opération à fort contenu idéologique (apologie de l'Amérique, de la démocratie, du capitalisme) mais aussi éminemment économique (grands travaux, immobilier, équipements, etc). Une trentaine de pays investis (dont les Etats-Unis, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, etc); la construction d'un monument grandiose en République Dominicaine, sous l'égide de l'Organisation des Etats d'Amérique; la reconstitution fidèle des trois caravelles de Colomb, la Niña, la Pinta, et la Santa-Maria, qui referont le trajet du célèbre "aventurier"; des congrès, des séminaires, des discours, des cérémonies, des feux d'artifice, des inaugurations, et pas moins de trois super-productions cinématographiques (dont une dirigée par Ridley Scott, réalisateur de Alien et Blade runner)...

Nous allons assister, une fois de plus, dans une débauche de consommation et une orgie de discours, à une énième auto-célébration de la culture et de l'ordre dominant, qui vise avant tout à faire passer **le message de l'intégration et de la soumission** des peuples – y compris au prix des massacres et des génocides – au modèle et aux impératifs du marché et de la démocratie.
Déjà, une contestation institutionnelle de cette commémoration s'organise. Avec l'appel à des "Contre-Colombiennes", pour rappeler les massacres et l'anéantissement massifs des populations indiennes. Avec le projet de **démystification de l'histoire officielle**, proposé aux Etats-Unis par un Comité pour l'histoire des indiens d'Amérique, auquel participent des personnalités comme Noam Chomsky, Gore Vidal, ou l'universitaire cherokee Jean Elliot, qui déclarait il y a peu: «*Nous n'avons rien à fêter, attendez-vous donc à tout*». Avec un "Tribunal permanent des peuples" pour dénoncer les exactions de l'impérialisme... Mais la commémoration des morts, le rappel historique des massacres et des pillages, les larmes sur le génocides, etc, ne suffisent pas.
Le mouvement antagoniste doit démystifier le message mis en avant par les célébrations colombiennes: celui de la domination de la culture blanche – et américaine en particulier – comme modèle unique de développement possible pour l'humanité; celui du **règne sans partage du nouvel ordre international**, sanctionné par la guerre du Golfe; celui de la soumission à la loi du marché que l'on veut imposer partout par la force et/ou le mensonge.

Comme ce fut le cas pour le Mondial de foot, comme ce le sera pour les Jeux olympiques de Barcelone et l'*Exposition universelle de Séville* en 1992, les Fêtes colombiennes sont l'instrument d'une véritable accélération de la restructuration économique, sociale et idéologique du système capitaliste. Instrument du sorte d'état d'urgence productif — par la création ad hoc d'un éventail artificiel de mesures de circonstances – pour pourvoir au financement de projets d'aménagements, et autres "grands travaux", et les imposer aux populations des territoires concernés. La contestation de cette opération politico-financière signifie aujourd'hui **saboter ce projet** d'accumulation accéléré et son habillage de mystification idéologique. Dans cette perspective, une *coordination européenne* s'est mise en place pour initier dès maintenant une campagne contre le nouvel ordre international, contre l'opération idéologique de pacification dont les Fêtes colombiennes sont le symbole, et conjuguer dans une même dynamique les actions et initiatives qui auront lieu dans chaque pays.

COLLECTIF "500 ANS, ÇA SUFFIT!" - PARIS

■ Un numéro zéro du bulletin de L'*Européan counter network* de Paris, daté d'octobre, fait le point sur les initiatives qui ont déjà été menées sur ce thèmes en Europe (Italie, Espagne surtout).

MENSONGE

RENCONTRES DES DEUX MONDES

Chez nous on reste, pour l'heure, assez discrèts sur la célébration du cinqcentenaire de la découverte du "nouveau monde". Le ministère de la Culture n'en décrète pas moins son intention de faire de cette célébration «*une occasion de renforcer l'amitié franco-espagnole et franco-portugaise et de souligner les liens unissant la France aux peuples d'Amérique latine*». Une cinquantaine de personnalités, sous les hospices de l'historien Michel Vauzelle, ont donc été pressenties pour constituer un comité national de célébration de ce qui est pudiquement baptisé **«Rencontre des deux mondes»**, pour coordonner les manifestation françaises en France comme à l'étranger.

Pour l'heure ont déjà été annoncés: des rencontres politiques et culturelles euro-latino-américaines en janvier 1992, une expo sur les amériques au musée de l'Homme, une expo sur la peinture latino-américaine du XX° siècle à Beaubourg, un "bateau culturel" qui présentera des spectacles français (!) dans plusieurs ports d'Amérique centrale, un colloque «*Les latinos-américains parlent aux européens*»... Enfin un "évènement" d'envergure (type défilé sauce Goude) est à l'étude au ministère de la Culture, histoire de médiatiser un peu tout cela. ■

TOURISME

Autonomies d'helvetie

La Suisse n'est pas que le pays du chocolat et de la finance... Des expériences de centres autonomes existent et tentent de réinventer la vie...

La politique extra-parlementaire connait une belle vitalité en Suisse, fortement influencée par l'Allemagne voisine, à tel point qu'il devient parfois difficile de situer une frontière entre Bâle et Hambourg. L'information passe avec fluidité entre les deux Etats, ce qui changera peut-être en 92, en raison des accords de Schengen. **Des centres autonomes existent ici comme ailleurs**, remplissant diverses activités (salle de théâtre, de concerts, bibliothèque, menuiserie, etc...). Mis sous pression par les media et les flics, il arrive qu'ils soient évacués, puis rasés. Ca ne suffit en principe pas à décourager la " scène ". Voila une chronologie sommaire de quelques centres.

1969. L'ancienne usine à gaz de Bienne, ville bilingue, est octroyée par la municipalité à des cheveux longs, pour en faire un centre autonome. L'éphémère " République du bunker " zurichoise a donné des idées à certains. La phase des travaux de rénovation ayant duré sept ans, le CAJ/ AJZ ouvre ses portes, bientôt 24 heures sur 24. La coupole de l'usine ne suffisant plus alors aux besoins d'utilisation, le centre éclate en une multitude d'endroits autogérés : une imprimerie, un dortoir pour sans-abris, des galeries d'art... De fait, le CAJ, dans son manifeste, précise bien qu'il n'est ni centre, ni autonome, ni de jeunesse.

Zurich. La grande agglomération est davantage empreinte de sens du tragique. Le centre autonome, obtenu en 80, se voit rapidement vidé et détruit. Dès lors, les morts du mouvement, tués par la police, puis surtout par la drogue, ne cessent de s'additionner. Aujourd'hui, une fabrique désaffectée, la Wohlgroth, sert de nouveau centre. Non que le maire rouge-vert, Josef Estermann, soit responsable d'une pénurie en matière de lieux culturels alternatifs, mais toute tentative d'indépendance avait été jusqu'à maintenant clairement combattue. Les autonomes de la Wohlgroth, ayant chassé les junkies dealers, semblent partis avec pas mal d'atouts, comme la maison pour femmes, qui répond à un besoin réel.

Berne eut également ses propres échauffourées au début des années 80. L'ancien manège équestre (Reithalle) fut évacué, la drogue ayant miné les efforts d'organisation. De nombreux bâtiments furent squattés par la suite, dont le Zaff, qui, une fois tombé, donna naissance aux indiens de Zaffar Y, communauté riveraine de l'Aar. Le manège cadenassé et condamné céda en 87, pris d'assaut par ses nostalgiques. Il joua le rôle d'amplificateur de la résistance pendant l'expulsion des gens de *Zaffaraya* de leur campement. La *Reithalle* continue depuis, sans interruption, d'être un espace libre, où se déroulent un tas de choses. Les aggressions de l'extérieur n'ont pas diminué pour autant : incendies criminels ou fermeture exigée par référendum populaire. Les problèmes de fric, de même que l'attitude des consommateurs du week end, monopolisent un peu les AG (assemblés générales), alors que chaque groupe de travail a tendance à s'isoler des autres. Les punks ou les alcooliques, eux aussi, sont source de tension.
Encore un mot pour rappeler que dans le nord de l'Europe, le terme "alternatif" ne s'arrête pas au rock engagé, mais reflète une réalité économique, sociale, et politique. Dans ce contexte, le concept d'autonomie apparaît comme un pas de plus, assez logique.

G. Tell

■ Quelques adresses:
– AJZ / CAJ, PO Box 2500, Bid Biem 4, Suisse.
– Magaphon (journal), Postfach 7611, 3001 Bern, Suisse.
– Wohlgroth autonome kulture fabrik, Eckeklingerstrasse - Zollstrasse (Kreis 5), 8005 Zurich, Suisse.

Double peine

■ Le Comité contre la double peine (Paris) a donné le coup d'envoi d'une nouvelle campagne de mobilisation et d'agitation contre la double peine (**prison d'abord, expulsion ensuite**, pour les jeunes immigrés condamnés) en organisant le 19 octobre un rassemblement place Saint-Augustin, puis en allant le même jour déposer chez le premier ministre tous les dossiers rassemblés depuis un an (2000 au total), pour demandez la suspension de toute mesure d'expulsion et le retour de tous les expulsés.

Act Up

■ Pour le 11 novembre un commando de militants d'**Act Up** a interrompu la messe traditionnelle à l'église Notre Dame de Paris, pour protester contre l'obscurantisme de l'Eglise et de l'Etat à propos du Sida. En plein scandale sur les transfusions... Et le jour de la fête des morts. Yo !!!

RÉSEAU

Communic'action

L'idée d'un réseau européen informatique de contre-information pour le mouvement fait son chemin depuis quelques années : aujourd'hui, c'est devenu un projet réel.

Tout commence avec la proposition d'un groupe danois, *TV-Stop*, de mettre en place un réseau informatique européen de contre-information sous le nom d'**European Counter Network** (ECN). Partant du constat d'une relative faiblesse de la circulation d'infos entre les groupes, journaux et radios du mouvement. « *De ce que nous savons, l'information au sein du circuit alternatif est organisée autour de coups de téléphone ou limitée à l'échange de matériel entre radios, revues, etc. Le problème principal, donc, est que la communication antagoniste ne possède pas les informations nécessaires sur ce qui se passe dans les divers coins d'Europe. L'important aujourd'hui est donc de permettre l'émission de ce flux d'informations* ». La proposition ECN rencontre un écho important en Italie, chez les camarades de l'Autonomie. Elle fait l'objet d'un débat, de multiples interrogations politiques et techniques, mais aussi d'un important travail de mise en place et d'expérimentations concrètes.

Laboratoire italien

Au cours de ces deux dernières années ce sont ainsi les rédactions locales de l'ECN (à Rome, Padoue, Bologne et Naples plus récemment) qui publient chacune un petit bulletin hebdomadaire. Se met en place aussi un réseau d'échange d'infos et de documents politiques par fax entre radios (*Onda rossa* à Rome, *Radio Sherwood* à Padoue, *Onda d'Urto* à Brescia), journaux (*Autonomia*, *Crack*, *Kaos*, divers bulletins *ECN-Infofax*), collectifs et Centres sociaux occupés. Enfin les premières connections par *modem* (d'ordinateur à ordinateur) commencent à fonctionner. Tout cela permet aujourd'hui aux camarades d'une dizaine de villes italiennes d'entretenir des contacts et des échanges réguliers "en temps réel".
Enfin depuis octobre **est expérimenté un journal télématique** (qui devrait être hebdomadaire à terme), c'est à dire un journal réalisé, rédigé et mis à disposition des collectifs, entièrement sur réseau télématique (c'est à direvia Modem).

Passage à l'acte européen

Une nouvelle étape a été franchie avec la rencontre internationale de Venise "*Contre l'Europe des patrons, construisons l'Europe des mouvements*" (7-8-9 juin 1991), qui a été l'occasion de relancer le projet ECN à un niveau transnational, de mettre au point les connexions possibles avec les camarades d'autres pays (Hollande, Allemagne, Espagne...) et de relancer ainsi la proposition d'un **réseau européen, alternatif et horizontal de circulation d'informations** pour le mouvement.
Aujourd'hui l'*European Counter Network* a commencé à fonctionner de façon effective, même si encore insatisfaisante. Il permet ainsi au mouvement d'être un peu moins enfermé dans ses frontières nationales et culturelles, par une circulation déjà abondante et sans réserve de la contre-information et des débats. Il lui permettra peut-être bientôt de prendre l'initiative par delà toutes les frontières.

Jo Pento

■ Une rédaction parisienne de l'ECN tente de se mettre en place depuis la rentrée. Divers problèmes techniques en ont retardé le fonctionnement effectif. Mais bientôt un numéro de fax devrait être disponible et un bulletin régulier d'information devrait circuler avec des versions anglaises des infos qui circulent sur le réseau

Allemagne (unifiée) année zéro

■ Après les agressions contre des immigrés à Hoyerswerda (Basse Sassonie, ex-Allemagne de l'Est), l'Etat a déporté une partie des réfugiés dans des casernes, alors que d'autres étaient abandonnés à eux-mêmes ; **beaucoup ont fui et ont rejoint Berlin** où ils ont été accueillis par des groupes autonomes qui les ont caché.
La semaine dernière, une église de Berlin a été occupée par des groupes autonomes pour attirer l'attention des médias sur la situation des réfugiés, exiger l'accueil des immigrés à Berlin et le libre choix de résidence; les autres revendications étant: l'assistance sociale, la suspension des déportations dans les casernes, le droit de rester en Allemagne pour tous les immigrés et le refus de toutes les expulsions.

— Quelle est la composition des réfugiés ?
■ Il y a des mozambicains, angolais, ghanéens et des vietnamiens. Ce sont presque tous des hommes et ils sont là depuis plusieurs années parce qu'ils avaient des contrats de travail avec l'ex RDA. Ils sont restés cachés durant plus d'une semaine et cela n'a pas été facile car ils étaient abandonnés à eux-mêmes. L'église protestante s'est peu bougée sur ce problème et l'occupation était aussi une dénonciation du rôle de l'église. L'occupation a duré 24 heures et a été relayée par les medias. Pour cette raison, l'église a donné une maison pour que les réfugiés vivent tous ensemble, cédant ainsi à une de leurs revendications. Maintenant, ils vivent dans cette maison à une quarantaine et, pour l'instant, tout est tranquille.

— Dimanche dernier (24 septembre), il y a eu à Hoyerswerda une mobilisation nationale, pourquoi justement à cet endroit ?
■ Actuellement dans toute l'Allemagne, il y a quotidiennement des agressions de type néo-nazi. Les fafs brûlent une maison ou agressent les immigrés un peu partout.
Donc, en théorie, une mobilisation pouvait se faire n'importe où. Pourtant nous l'avons faite à Hoyerswerda, non seulement en raison de la gravité de ce qui s'y était passé, mais aussi parce que dans cette ville, une grande partie de la population sympathisait et applaudissait aux actions de ces néo-nazis qui **jetaient des pierres et des molotov.** Pour cela, il était très important pour nous de manifester dans cette ville. Par ailleurs dans cette région, l'Etat a complètement capitulé. En effet, Hoyerswerdo est la seule ville où tous les immigrés ont été déportés pour la grande joie des néo-nazis et de la population. C'est pour cela que nous avons décidé de manifester là, **pour exprimer notre solidarité** avec ceux, peu nombreux de toute évidence, qui s'opposent à la violence nazie.
A cette manif, sont venus des camarades de Berlin, Hambourg, Brême, Göttingen et d'autres villes encore. En tout 3500 personnes, venant de la mouvance autonome mais il y avait aussi des immigrés. Les flics n'avaient pas fait de barrages routiers pour nous empêcher de rejoindre la manif. Le cortège était cependant préparé à d'éventuelles attaques. Nous avions un peu peur car nous ne savions pas ce qui nous attendait réellement. Au lieu du rassemblement, nous nous sommes tous retrouvés. Mais la manifestation, bien qu'autorisée, n'a pu commencer. Il y avait un maximum de cordons de police qui nous empêchaient de partir. La stratégie policière était d'empêcher la manifestation et de provoquer des affrontements violents, exactement à l'endroit où, la semaine d'avant, les nazis avaient attaqué les immigrés et affronté la police. La stratégie des " extrêmes qui se rejoignent " pour pouvoir dire : « *la semaine dernière les nazis, aujourd'hui les autonomes : c'est leurs histoires à eux* ».
Pour nous, il était clair que la manifestation devait avoir lieu. Il y a eu **trois heures de négociations exténuantes**, il y avait beaucoup de tension, et la police provoquait continuellement. Ils ont fait venir les auto-pompes et ont commencé à tirer au canon à eau sur les camarades. Malgré une tension extrême, le cortège a réussi à partir dans un climat à la Orwell, au milieu de ces édifices d'architecture socialiste.
La population locale fut d'abord hostile ; puis peu à peu, de plus en plus de gens sont descendus dans la rue ; Ce fut **une grosse victoire,** lorsque les 3-4 premiers rangs de la manifestation ont été uniquement constitués par des gens du coin. Ils ont fait preuve d'un grand courage. A la fin de la manifestation, la police a cherché à provoquer et à transformer ce cortège anti-raciste en bataille rangée, mais elle n'y est pas arrivée. La manifestation a été un grand succès.
Avant-hier, le 3 octobre, fête de l'unité allemande, s'est tenu un cortège anti-raciste à Berlin, organisé par des groupes d'immigrés, et auquel ont participé 18000 personnes. La chose nouvelle a été **la présence de nombreux immigrés** qui ouvraient la manifestation. Partie de Berlin Ouest, elle passait par Berlin est pour revenir à Berlin ouest. A cent mètres de la fin du parcours, la police a chargé le cortège des immigrés à coup de lacrymogènes et de matraques. A ce moment, ont commencé des affrontements qui ont duré 4-5 heures dans Kreuzberg. La police a souvent perdu le contrôle de la situation. 6 à 700 personnes ont participé aux affrontements, des gamins turcs à des gens très différents. Il y a eu 57 interpellations, dont 7 transformées en arrestations. La presse, le lendemain, n'a pas mentionné l'attaque des flics et a servi la version habituelle, « des groupes autonomes ont déchainé la guerrilla à la fin du cortège... ». La même nuit, il y a eu de nouvelles agressions, comme en Westfalie, où deux enfants libanais ont été blessés dans l'incendie de leur maison; un turc a été poignardé sans que personne n'intervienne. ■

*Coup de téléphone de camarades de Berlin passé à **Radio Sherwood** (Padoue, Italie), le 5 octobre, pour informer sur la situation face à la monté des agressions anti-immigrés et la riposte du mouvement autonome. Texte diffusé par le réseau télématique de l'**European counter network**, traduit par nos soints.*

JEUX

Et vous aussi pour qui la vie est un travail et une agitation échevelés : n'êtes-vous pas fatigués de la vie ? N'êtes-vous pas mûrs pour le prêche de la mort ? Vous tous qui aimez le travail acharné et tout ce qui va vite, tout ce qui est neuf et inconnu, – vous vous supportez mal, votre assiduité n'est que malédiction et volonté de vous oublier vous –-mêmes. **S**i vous croyiez davantage à la vie, vous vous donneriez, moins à l'instant. **M**ais pour attendre vous n'avez pas en vous suffisamment de contenu – et vous n'en avez pas même assez pour la simple paresse ! .....

KIDIKOA ?

A vous de trouver l'auteur de ces lignes, histoire de gagner le droit de revenir dans six semaines.

SPORT

Rebels without a cause?

Enquête minutieuse sur les ultras du football, *Génération supporters* * est plus qu'une réflexion sur la violence sociale , une immersion dans les profondeurs du prolétariat.

Depuis plus d'une décennie, le développement du hooliganisme est devenu **une des manifestations majeures d'insatisfaction sociale en Europe** occidentale. Confrontées à une très nette reprise des hostilités, les autorités s'avèrent incapables de maîtriser l'extension de la violence.

Feux de joie , chants de guerre et batailles rangées , le hooliganisme est devenu **l'aventure du pauvre, la seule chose intense que puissent espérer vivre ceux qui n'ont rien** , une aventure à tarif réduit , « la guerre sans le service militaire».

Regroupés dans les virages, les hooligans se distinguent des supporters classiques en ceci qu'ils ne sont jamais de véritables spectateurs mais des acteurs à part entière, protagonistes d'un conflit généralisé, fascinés par ce match dans le match qu'est la guerre des stades, le *derby* des ultras, les deux mi-temps ayant souvent moins d'importance que la troisième, celle qui se joue dans la rue. Séduits par un sentiment de puissance collective, soudés par l'appartenance à une communauté, unis, ensemble, pour le meilleur et pour le pire, ils sont devenus leur propre cause, le sport n'étant souvent qu'un prétexte, une occasion qui en vaut une autre (match ou concert) de se retrouver et de s'amuser . Le jeu n'a pas d'autre sens que lui même.

L'affrontement avec les supporters adverses et la police est un war-game en grandeur réelle. Ce n'est pas la violence déployée à cette occasion qui n'a aucun sens, mais bien la vie à laquelle on les condamne. **Elle ne fait que révéler la face cachée du réel, la scandaleuse pauvreté de la vie quotidienne.** La colère a trouvé là une occasion de s'exprimerau moment précis où l'interminable reflux social achevait de geler toute la société .

Une nouvelle phase de l'offensive

Le changement qui s'est produit ces dernières années est le suivant : expression diffuse de la violence latente des classes dangeureuses, le hooliganisme en est devenu l'expression concentrée et organisée. Le meilleur de ce qui fut inauguré jadis a pu alors se réinvestir dans un usage supérieur : l'organisation, marquant ainsi un dépassement du sort plus général fait à tous les pauvres dans notre époque : isolés, divisés,désarmés.

C'est au coeur des années de plomb , au plus noir de la défaite, que les organisations ultras italiennes connurent une croissance exponentielle souvent à l'initiative d'activistes d'extrême-gauche (notamment à Bergame , *Wild Chaos* , à Milan, *Brigades rouges et noires*, et à Gênes) ou d'extrême-droite (à Turin , *Orange mécanique* et à Rome, *Commandos Ultra Virage Sud*)./L'influence limitée mais réelle qu'exerce l'extrême-droite dans certaines tribunes du continent (notamment en Allemagne et en Gréce) s'explique aussi par le fait que les fafs soient souvent les seuls, tout au moins dans les stades, qui proposent de tout foutre en l'air .

La réalité dans laquelle nous vivons, beaucoup l'acceptent, certains la fuient, trés peu l'attaquent. Seule la jonction qui s'opérera entre tous ceux qui la refusent, et agissent dans le sens de la libération sociale, portera l'affrontement à un niveau supérieur.

Dernier espace de recomposition d'un prolétariat en perdition, le hooliganisme reste une affirmation souvent confuse de l'irréductibilté de l'antagonisme au désespoir de ceux qui pensaient en avoir anéanti la possibilité dans la société.

SAMMY ZDAT
(PERSIGNE ET SISTE)

(*) Philippe Broussard, *Génération supporters, enquête sur les ultras du football*, éditions Robert Laffont. L'ouvrage n'est pas récent, et son auteur est un ancien skin du PSG (depuis devenu journaliste au *Monde*), mais c'est actuellement la seule source documentaire sérieuse en français disponible sur la question. Nous reviendrons pour notre part sur le sujet dans un prochain numéro.

COMIX • STRIP

UN MONDE DE GLACE

Et toujours, la lutte dans la misère de mon quotidien. J'aménage la pénurie matérielle: le vol, la fraude... Mais il en est une autre, plus coriace, une pénurie plus "moderne", plus implacable: l'isolement. Isolé jusqu'à l'envie de tuer; isolé jusqu'à ne plus savoir, qu'un homme, c'est autre chose que ces ombres sans pensées qui tournent autour de moi; autre chose que ces blocs de chair et d'os qui se croisent sans se voir. La froideur de ce monde n'est pas faite pour l'homme et condamne en tout cas tout sentiment, toute émotion d'un inconnu vers l'autre. Et tous ces gens qui ont l'air d'accord de ne rien vouloir dire, de n'avoir rien à dire et de ne vouloir voir que ce qu'on leur donne à voir. Et tous ces gens, qui ont l'air de se consoler, de se satisfaire de tout ce qu'on leur promet et du peu qu'on leur donne. Je ne me satisfais pas et je rechauffe mon corps au feu intérieur de la rage qui m'anime. Car dans un monde pareil, seule la haine brûle suffisemment fort pour que nous fusionnions; elle seule a le pouvoir d'animer la rencontre. Il faudra bien qu'à force de croiser tous ces gens qui ont froid; il faudra bien un jour que cessent nos faiblesses; que l'on ne se quitte plus qu'après avoir fait naître notre rage commune. Et que cette rencontre fasse, qu'ensemble, nous dépassions la futilité contrainte de nos rapports quotidiens. Il faudra bien que notre haine gonflée sorte du langage et s'exprime enfin hors de l'exprimable; que les mots ne puissent plus contenir notre rage et laissent alors place aux actes destructeurs. **NOIR DE FLAMMES**

NOUS SOMMES LE FEU